

Grèce



(REUTERS/STR NEW)

Le gouvernement de Papandreou n'a pas hésité à réprimer de manière féroce, les opposants au nouveau plan d'austérité pour la Grèce.

L'adoption par les députés grecs du plan d'austérité, le 29 juin, avait une importance surtout symbolique: tout le monde, même dans le camp bourgeois, sait que ce choix d'enfoncer le pays dans l'austérité va au contraire renforcer la logique de la crise (rapport annuel de l'ONU sur la situation sociale; *Financial Times* qui parle pour ce plan de «vandalisme»), en renforçant la misère. Giorgos Papandreou, président de l'Internationale socialiste, témoigne bien de sa parfaite soumission à la loi du capital (Trichet, président de la Banque centrale européenne, parle de mesures rectificatives, pas d'austérité!) et de sa disposition à casser toute résistance sociale. Or, en cette fin de semaine, la colère grossit!

Le FMI et l'Union européenne ont exercé un chantage pour imposer le plan dit à moyen terme. C'était la condition pour le versement de la nouvelle tranche de 12 milliards d'euros du prêt de 110 milliards, ainsi que la perspective d'un nouveau prêt de 100 milliards. Ce plan, venant après celui de mai 2010, augmente les impôts, les taxes (vignette, mazout), autorise les réductions d'horaires jusqu'à 50%, avec baisse équivalente des rémunérations, réduit la durée des indemnités chômage, réduit les recrutements dans le public... Les entreprises publiques sont «offertes» à la privatisation et, dès la fin de cette semaine, un plan hôpital fusionne des unités et supprime 4000 lits, dans un pays où les malades sont parfois encore alités dans les couloirs,

faute de places dans les chambres. Face à cela, les directions syndicales ont été obligées de hausser le ton, avec un appel à la grève générale de 48 heures. Cela ne rompt pas avec la logique des 24 heures espacées, mais dans ce contexte, cela a été perçu comme pouvant renforcer la mobilisation syndicale à la base et le mouvement des indignés occupant la place Syntagma à Athènes depuis plus de cinq semaines, avec des relais dans de nombreuses villes. Le 28, la grève a été très suivie: 100% dans les raffineries, les chantiers navals, les transports et les ports. Dans les entreprises publiques, les banques, 80% selon la Confédération GSEE.

SUITE PAGE 2



(PAULINE IDALGO)

REGARDS

La Pizza Lutte continue!

Page 2



(COALITION OF RESISTANCE)

ACTU

Grande-Bretagne, bilan et perspectives après le 30 juin. Page 5



(PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB)

PARLONS-EN

Martine Aubry candidate, une gauche d'accompagnement. Page 9



Agenda

7 juillet, Un bateau pour Gaza, rassemblement, Beauvais. En solidarité avec la nouvelle Flottille de la liberté qui subit de nombreux actes malveillants, un rassemblement est organisé, appelé par l'Association France-Palestine solidarité Beauvais avec le soutien d'associations, syndicats et partis dont le NPA. RV à partir de 17 h 30, place Jeanne-Hachette (devant la statue).

8-9-10 juillet, aéroport, Notre-Dame-des-Landes. Plus de 100 personnalités, une coordination forte de plus de 40 associations, collectifs et mouvements politiques, représentant plusieurs dizaines de milliers de personnes, appellent à trois jours de rassemblement contre l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, autour des thèmes climat, énergies, terres agricoles, souveraineté alimentaire et justice sociale.

Un bus entre Paris et Notre-Dame-des-Landes est organisé. Départ samedi 9 juillet à 7 heures, place de la Nation, retour dimanche 10 juillet dans la soirée.

Tarif : 35 euros, possibilités de réductions pour chômeurs et précaires. Inscriptions au 06 72 49 35 60 ou gayvincent@wanadoo.fr

Chèques à l'ordre de Attac, à envoyer à : Vincent Gay, 39, rue Édouard-Vaillant, 93100 Montreuil. Pour se loger, n'oubliez pas vos tentes ! Informations : <http://ete-2011-resistance-ndl.blogspot.com/>

9 juillet, violences faites aux femmes, rassemblement, Paris. Un an après l'adoption de la loi contre les violences faites aux femmes, de nombreux problèmes se posent encore, par manque de moyens et de volonté politique. Osez le féminisme appelle à un rassemblement pour son application. RV à 11 heures, à proximité du ministère de la justice (à l'angle de l'avenue de la Paix et de la rue Danièle-Casanova M° Opéra).

17 juillet, expulsions de la barre Balzac, La Courneuve. Le 8 juillet 2010, près de 200 personnes ont été expulsées des bâtiments de la barre Balzac à La Courneuve avec une extrême violence par les forces de l'ordre. Des enfants ont été brutalisés, et des femmes enceintes violentées. De nombreuses familles n'ont pas encore été relogées. Un an après, le comité de soutien organise une journée de solidarité. RV à partir de 11 heures, place de la Fraternité.

28-31 août, université d'été NPA, Port-Leucate. L'université d'été du NPA aura lieu du dimanche 28 au mercredi 31 août (accueil à partir du samedi 27 août après-midi, départ le jeudi 1^{er} septembre après le petit-déjeuner). Parmi les invités, cette année : Daniel Mermét, Marie-Monique Robin, Éric Toussaint, Saïd Bouamama, Daniel Tanuro, Edwy Plenel, Élisabeth Claverie, Luc Boltanski, Claude Calame, Gus Massiah, Esther Vivas, des militantEs égyptiens, tunisiens... Comme les années précédentes, un bus Paris - Port-Leucate (aller-retour) est organisé. Pour tout contact : universite.ete@npa2009.org



État de siège pour imposer la misère

SUITE DE LA PAGE 1

Les chiffres ont été plus faibles le 29 mais la combativité était manifeste et la menace claire pour le gouvernement que quelques députés pourraient hésiter à voter son plan. Ce qui, selon le climat de terreur développé par les responsables européens et américains, devait entraîner la planète dans une crise pire que celle des banques en 2007 ! Empêcher la protestation sociale d'imposer aux députés le refus de l'austérité, telle a été la mission assignée au gouvernement.

La pire répression depuis la junte militaire de 1967-1973

Mardi 28, bien que divisées, comme les autres fois, par le KKE (PC grec), les manifs syndicales ont réuni des dizaines (mais pas les centaines logiquement attendues) de milliers de manifestants. La convergence s'est alors faite avec les Indignés de la place Syntagma, face au Parlement. Pour faire reculer la pression populaire, les grands moyens ont été employés : flics en civil et fascistes (parfois les mêmes) ont commencé des provocations permettant aux MAT (CRS) d'entrer en action, avec comme objectif de vider la place. Mais malgré cela, le soir la place était à nouveau occupée par les manifestants ! Aussi, le 29, le gouvernement a directement lancé ses hordes,

sans même chercher de prétexte : pas question de voter avec des dizaines de milliers de manifestants sur Syntagma. La répression a été terrible : coups et gazage délirants, avec 700 personnes soignées sur place et une centaine amenées à l'hôpital. Tout l'après-midi et le soir, la police s'est déchaînée, frappant jusque dans les cafés. Et pourtant, ce 29 juin, il est clair que même si Syntagma a dû être évacuée - mais reprise le soir même et massivement le lendemain ! - des milliers de jeunes et de travailleurs ont refusé jusqu'au bout de céder, avec détermination mais aussi humour (les gazeurs applaudis...). Cette rage massive contre l'État des flics et des patrons n'était pas sans rappeler les manifs jeunes de décembre 2008.

Réactions

Les réactions sont à la hauteur de la violence étatique et para-étatique (les liens entre flics et néonazis sont établis) : des associations relèvent qu'attaquer les installations médicales (sur la place puis dans la station de métro) est interdit même en temps de guerre ; le syndicat des travailleurs du métro parlent de méthodes de SS pour ces MAT qui ont arrosé la station de lacrymos (qui plus est, périmées depuis 1979 et encore

plus dangereuses), le président de l'université d'Athènes proteste contre la violation de l'asile par la police... Et des enquêtes devraient démarrer sur ce qui est sur le fond l'instauration d'un État policier. Le pire pour le Pasok, c'est que dans cette situation dénoncée par Amnesty International, seuls trois membres du Conseil national ont protesté...

Après l'adoption du plan par 154 députés du Pasok (un seul a osé voter contre) et une voix de droite, la mobilisation, multiforme, continue dans tout le pays : à Hétraklion en Crète, l'UL syndicale a déclaré indésirables les députés qui ont voté pour le plan, un député a déjà reçu des yaourts à Lamia. Mais en même temps, le syndicat de DEI (électricité) a arrêté sa grève reconductible, alors que l'entreprise reste promise à la privatisation... D'un côté, il faut, comme le demande l'Assemblée populaire de Syntagma, la dissolution des corps de répression et l'arrestation du ministre des flics, mais, en même temps, la construction de la grève générale reconductible, en consolidant les syndicats de base et en veillant à des démarches unitaires, reste la clé !

Andreas Sartzekis (Athènes, le 3 juillet)

regards

Propos recueillis par Pauline Idalgo et Romain Bleibtreu



Hichem Aktouche (PI)

La Pizza Lutte continue !

Depuis le 13 mai, les employés de quatre unités de livraison Pizza Hut de Neuilly, Levallois, Ordener et Losserand à Paris, sont en grève chaque week-end pour obtenir le respect des conditions de travail, la prise en compte des revendications salariales et le paiement de la totalité des heures complémentaires effectuées depuis août 2009.

Rien n'a réellement changé à Pizza Hut depuis les grèves historiques en mars 2001. La précarité est généralisée, le sous-effectif constant, et le non-respect du droit du travail est la règle. Entretien avec Hichem Aktouche, 26 ans, délégué syndical SUD à Pizza Hut.

Peux-tu revenir sur les raisons de cette lutte ?

À l'origine du conflit, la suspension du contrat de travail d'un des salariés, Alaeddine. Il travaillait à Pizza Hut depuis 2003, mais était en situation irrégulière depuis novembre 2009. La direction le savait et fermait les yeux. Son contrat de travail a été brutalement rompu, alors qu'il allait bientôt être régularisé. À cela s'est ajouté le licenciement d'un manager qui refusait d'appliquer les méthodes de la direction. Nous nous sommes aussi rendu compte que, dans certains magasins, les heures complémentaires de certains salariés, majoritairement à temps partiel, n'étaient pas prises en compte sur leur fiche de paie. Cela a pu entraîner une perte de salaire jusqu'à cent euros par mois. Cela remonte à août 2009, quand l'enseigne Pizza Hut a été reprise par Top Brands, les propriétaires belges. Nous avons demandé à consulter les registres de présence des salariés du magasin de Neuilly, afin de confirmer le non-paiement des heures complémentaires. Il nous a été répondu que les registres étaient au domicile personnel du gérant, ce qui est illégal, et qu'il faudrait attendre pour y accéder. La direction du groupe essaye de temporiser en ne rendant pas publics les documents. Sans ces documents, nous ne pouvions saisir les prud'hommes pour obtenir le paiement de nos heures.

Comment se déroule la grève ?

Le 13 mai, la grève est partie aux magasins de Neuilly et Levallois, pour soutenir le manager de Neuilly et Alaeddine, ainsi que pour la prise en charge des accidents du travail, une prime de risque, un treizième mois et la mise en place de la subrogation par l'employeur des indemnités en cas d'arrêt maladie ou d'accidents de travail. La grève n'a lieu que le week-end, car les salariés n'ont pas les moyens financiers d'une grève reconductible sans interruption. Le deuxième week-end, la grève s'est étendue au magasin de Saint-Ouen. Nous avons prévu d'intervenir sur le magasin de Losserand à Paris et ça s'est su. Deux heures avant notre arrivée, le directeur de Pizza Hut France s'est rendu sur place et a menacé illégalement les salariés de sanctions s'ils rejoignaient les grévistes. Deux employés nous ont quand même rejoints. Le mardi suivant, ils recevaient une lettre de licenciement, pour des absences et retards bien antérieurs. Du fait de cette répression, beaucoup de salariés ont cessé la grève. Mais si la direction n'hésite pas à rentrer dans l'illégalité en licenciant les grévistes les plus déterminés, nous avons ensuite gagné la plupart des procès aux prudhommes. Erwan Chiquito, un des meneurs de la grève du magasin de la rue de Provence, de décembre 2008 à février 2009, a récemment été réintégré, avec salaire rétroactif et dommages et intérêts après son licenciement abusif et le groupe a été contraint de lui verser une somme supplémentaire conséquente pour qu'il renonce à revenir dans l'entreprise. La bataille a duré un an et demi mais a été victorieuse.

À partir du quatrième week-end de grève, nous avons décidé d'intervenir sur des gros magasins le samedi et des plus petits le dimanche soir, afin de convaincre les clients du bien-fondé de notre lutte, en espérant les voir consommer ailleurs. Cela permet de faire fortement baisser le chiffre d'affaires de la soirée. C'est la seule chose qui peut toucher la direction.

Quelles sont vos perspectives ?

La grève se poursuit chaque week-end, et nous intervenons devant les magasins pour informer les clients et faire baisser le chiffre d'affaires. Nous avons vraiment besoin de soutien extérieur, pour nous motiver à continuer ! Le réseau Stop Précarité est très présent à nos côtés depuis le début. Il y a aussi des militants des organisations syndicales et politiques qui viennent nous aider. Je suis intervenu au nom des grévistes à l'Assemblée des Indignés à Paris, il y avait un bon accueil et une caisse de soutien à la grève a circulé. Nous donnons rendez-vous le 11 juillet au tribunal des prudhommes de Paris², pour soutenir les deux salariés du magasin de Losserand licenciés. Les luttes des dernières années nous ont montré que c'est possible de gagner face à la direction. Il faut être le plus nombreux possible pour les soutenir !

1. RDV samedi 9 juillet à partir de 19 heures devant l'unité de Saint-Ouen, 16 bis, avenue Gabriel-Péri (M° Mairie-de-Saint-Ouen) et dimanche 10 juillet à la même heure devant l'unité d'Ordener, 101, rue Ordener (M° Jules-Joffrin).
2. Lundi 11 juillet à 12 heures, 27, rue Louis-Blanc, (M° Louis-Blanc).



(PAULINE IDALGO)

Lagarde au FMI La promotion de l'abus de pouvoir

Le choix de Lagarde pour le FMI a été entériné. On peut parier que les peuples, comme celui de Grèce, n'en tireront pas bénéfice.

Christine Lagarde a été désignée directrice générale du Fonds monétaire international le jour même où commençait la grève générale de 48 heures en Grèce contre le plan de rigueur imposé au pays par ce dernier. Première femme à accéder à ce poste, elle a inscrit sa candidature « dans le courant de réformes initiées par le précédent directeur général » du FMI, Dominique Strauss-Kahn. Tout un programme associant droite et gauche contre les travailleurs et les peuples.

Une « victoire pour la France » selon l'Élysée, une « profonde satisfaction » pour Juppé, « immense fierté » pour Bernard Accoyer, les cocoricos d'autosatisfaction n'ont pas manqué pour saluer la promotion de cette ministre des riches qui s'était rendue célèbre pour avoir invité les Français à faire du vélo face à la hausse du prix de l'essence. Toute sa carrière ne peut qu'inspirer une solide confiance à ceux qui l'ont choisie. Avocate au Barreau de Paris dans les années 1980, elle poursuit son ascension dans un cabinet juridique international de Chicago (4 400 employés dans 35 pays), l'une des premières firmes d'avocats au monde. Elle parvient à la tête du groupe, un poste à 600 000 dollars par an. En juin 2005, elle entre au gouvernement Villepin, comme ministre déléguée au Commerce extérieur. Sarkozy la nomme au ministère de l'Agriculture, puis, en juin 2007, au ministère de l'Économie.

Cette brillante ascension subjugue Martine Aubry qui voit dans sa nomination « une bonne chose pour notre pays et pour

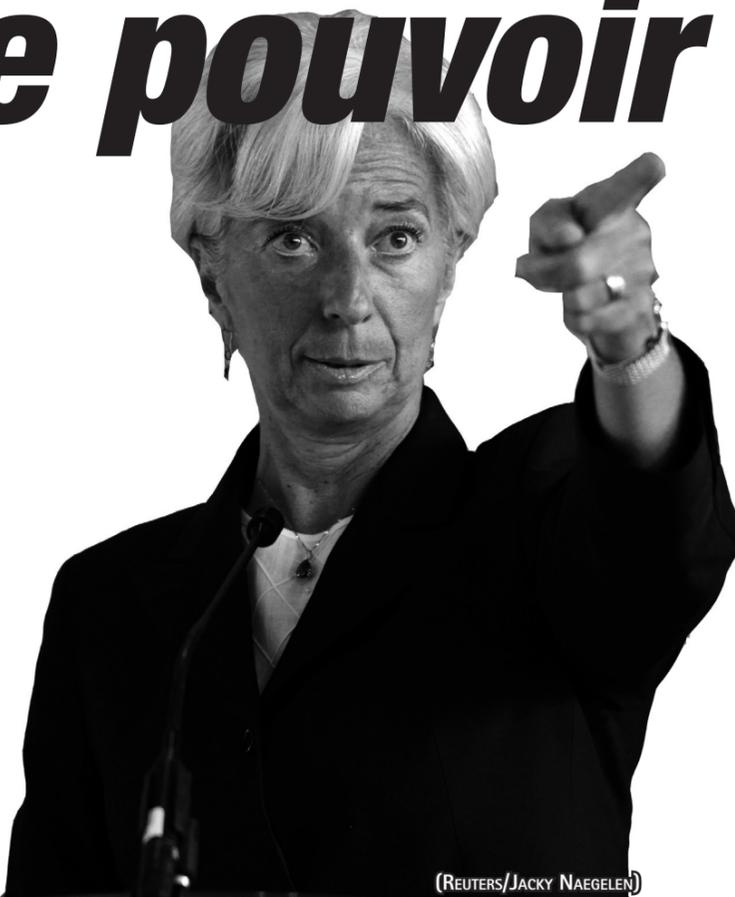
l'Europe »! François Hollande reste plus mesuré: « Christine Lagarde est une Française, elle a des qualités. Je devrais donc me féliciter mais elle n'est pas de la même orientation que son prédécesseur et il faut qu'elle comprenne qu'elle n'est plus ministre de Nicolas Sarkozy [...] Je lui dis: "travaillez avec le souci de la continuité" ». Si on en croit Lagarde elle-même, Hollande se fait du souci pour rien.

Sa nomination est d'ailleurs surtout due à l'accord tacite avec les USA qui, depuis 1946, laissent le FMI aux Européens en gardant la main sur la Banque mondiale. Et cela d'autant que la nouvelle phase de la crise mondiale se concentre sur l'Europe.

FAIRE PAYER LES PEUPLES

Le FMI a retrouvé un rôle de prépondérance pour orchestrer les plans de sauvetage des banques et imposer aux peuples d'en payer la note. Christine Lagarde a montré son zèle sur cette question, refusant jusqu'alors toute politique de rééchelonnement de la dette grecque, les banques françaises y étant les plus exposées (environ 65 milliards d'euros). « Si j'ai un message à faire passer ce soir concernant la Grèce, c'est un appel à l'opposition politique grecque pour qu'elle rejoigne dans une entente nationale le parti qui est actuellement au pouvoir. Il y va vraiment du destin d'un pays », a-t-elle déclaré le jour de sa nomination et de la grève générale en Grèce. En continuité avec Strauss-Kahn, l'union nationale droite-gauche contre les travailleurs.

Une politique qui a du mal à



(REUTERS/JACKY NAEGELN)

convaincre les peuples arabes que l'aide du FMI aurait d'autres objectifs que de permettre aux banques occidentales de garder la main sur eux pour continuer le pillage de leurs richesses. Quant aux réformes que Christine Lagarde s'est engagée à poursuivre, elles visent à associer la Chine et les nouvelles puissances économiques que sont le Brésil ou l'Inde à la « gouvernance mondiale » des grandes puissances capitalistes. « Le FMI, écrit-elle, a beaucoup à faire: une reprise mondiale inégale, des déséquilibres mondiaux qui s'aggravent de nouveau, le risque de déstabilisation lié aux flux de capitaux, le chômage élevé, la hausse de l'inflation et des dossiers difficiles dans certains pays », la liste des facteurs d'aggravation de la crise globale

est longue... Une crise que le FMI aggrave en n'ayant d'autre réponse que d'accroître l'exploitation des peuples.

Christine Lagarde a de toute évidence le profil du poste. Les « abus de pouvoirs sociaux » lui sont familiers. Une enquête judiciaire est en cours contre elle et deux de ses collaborateurs pour avoir exercé des pressions en faveur de Bernard Tapie dans le litige l'opposant au Crédit lyonnais sur la cession d'Adidas en 1993, permettant à ce dernier de toucher 285 millions d'euros dont une indemnité de 45 millions au titre du préjudice moral!

Yvan Lemaître



Par Robert Pelletier

RETRAITES: LA LOGIQUE CAPITALISTE À L'ŒUVRE

Pour le gouvernement, les règles fixées par la loi Fillon de 2003 doivent évidemment s'appliquer:

l'allongement, estimé par l'Insee, de l'espérance de vie entraîne mécaniquement l'augmentation du nombre d'années de cotisations. Pour les salariéEs néEs en 1955 cela porte à 41,5 le nombre d'années de cotisation nécessaires pour une retraite à taux plein. Déjà touchéEs par le relèvement de l'âge légal prévu par la réforme de 2010, ils/elles ne pourront liquider leurs droits à la retraite avant 61 ans et huit mois, quelle que soit leur durée de cotisation.

C'est la logique comptable s'appuyant sur les travaux du Conseil d'orientation des retraites (COR), mis en place par Jospin, auquel les principales confédérations syndicales s'obstinent à participer, qui s'applique inexorablement. À moins que l'allongement de la durée du travail ne finisse par raccourcir l'espérance de vie. Le gouvernement, aux ordres du Medef, nous fait payer cash, par l'augmentation du nombre de trimestres au travail, notre droit à la retraite en bonne santé, avec un niveau de pension correct. Avec plus de 3 millions de chômeurs et l'expulsion des « seniors » de l'emploi, il ne s'agit pas tant de nous faire travailler plus longtemps que de réduire le niveau des pensions. C'est un choix de société sur lequel les candidats à la primaire du Parti socialiste sont plus que prudents. Au-delà de l'engagement de revenir à l'ouverture des droits à la retraite à 60 ans, le Parti socialiste a entériné l'allongement de la durée de cotisation.

Or cette condition nécessaire pour pouvoir partir à la retraite à taux plein, sans pénalité financière, pèse lourd sur le niveau des pensions. Il ne suffit pas de nous « donner le droit » de partir à 60 ans, si c'est pour être au bord de la misère!

Il s'agit une fois de plus de prendre l'argent où il se trouve en augmentant les salaires, en supprimant le chômage.

C'était l'exigence portée par les manifestants de 2010.

Elle reste plus que jamais d'actualité.

leur monde

Fessenheim n'est pas sûre mais peut continuer. L'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) autorise la poursuite de l'exploitation de la centrale de Fessenheim (Haut-Rhin), la plus vieille de France, pour dix nouvelles années. Cette centrale de 34 ans est située dans une zone à risque sismique élevé. Selon un rapport de la même ASN, datant de 2000, certaines fonctions de refroidissement du réacteur pourraient ne plus être assurées en cas de séisme. L'ASN considère aujourd'hui qu'il est temps de renforcer le béton beaucoup trop fin sur lequel repose le réacteur et de trouver une source froide alternative en cas de panne. Les travaux d'injection de béton supplémentaire sont risqués et n'ont jamais été faits dans le monde. Ils ne seront pas finis avant 2013 et coûteront environ 100 millions d'euros. Une retenue d'eau devrait être construite près de la centrale. D'ici là, s'il y a un accident comme à Fukushima, le combustible fondu gagnera la nappe phréatique. Cette autorisation ne prend

pas en compte l'audit que doivent subir les centrales françaises d'ici la fin de l'année à la suite de Fukushima. Pour l'ASN, avec de l'argent, des travaux et l'expérience des autres catastrophes, on peut continuer l'aventure nucléaire. L'épaisseur du béton qui a été jugée suffisante pendant 34 ans par l'ASN ne l'est plus aujourd'hui. Comment faire confiance à de tels experts?

L'Union européenne n'est pas faite pour ceux qui ont faim. Le programme d'aide alimentaire aux plus démunis de l'Union européenne va perdre trois quarts de ses ressources en 2012. Ce programme, faisant partie du budget de la Politique agricole commune (PAC), verse des allocations aux associations non gouvernementales comme, en France, les Restos du cœur ou le Secours populaire. En France, le budget sera diminué de plus de 80% ce qui équivaut à plus de 200 000 personnes qui ne

seront plus nourries. Cette décision résulte de la volonté des dirigeants de quelques États (Allemagne, Royaume-Uni, Pays-Bas, Suède...) de faire supporter ce budget par les États et non plus par l'Europe. Pour eux, le budget agricole de l'UE n'est pas fait pour nourrir les pauvres. Toute une conception de l'agriculture libérale... L'aide alimentaire est indispensable à la survie de 13 millions de personnes en Europe dont beaucoup travaillent. Derrière les beaux discours, voilà la réalité de l'UE, qui n'a pas hésité une seconde à renflouer les banquiers sans contreparties et qui aujourd'hui refuse d'aider des millions de personnes qu'elle plonge par sa propre politique dans la misère.

On est jamais mieux servi... Les choses s'arrangent à France Télécom. Après une vague de suicides des salariéEs qui ne supportaient plus les conditions de travail, le stress, les mutations intempestives, Stéphane Richard qui a remplacé

Alain Lombard a repris les choses en main. Ainsi le quotidien gratuit *Métro* donne la parole à Louisa Amara, une téléconseillère: « Aujourd'hui, on n'est plus dans l'ambiance morose que l'on connaissait, dit-elle, depuis un an, il existe une écoute beaucoup plus active ». Ouf, on est rassuré. Sauf que ladite Louisa n'est plus téléconseillère, elle travaille maintenant au service communication de l'entreprise. Après le bidonnage du JT de TF1 où une employée du conseil général des Alpes-Maritimes vantait le contrat de responsabilité parentale mis en place par le département, en se faisant passer pour une mère en difficulté avec un ado qui séchait les cours, cette nouvelle imposture commence à faire système. On connaissait la scénarisation dans la télé réalité, il semble que ce soit l'information qui devient une fiction. La presse est en difficulté? Peut-être faudrait-il donner plus de moyens aux journalistes pour qu'ils soient moins dépendants des services de communication.

Fin du remboursement à 100% de l'hypertension artérielle sévère: la double peine pour les longues maladies

Un décret, paru au Journal officiel du 26 juin, retire l'hypertension artérielle sévère (HTS) de la liste des affections de longue durée (ALD). Prévues par la loi de financement de la Sécurité sociale 2011, cette mesure prive les nouveaux patients atteints de cette maladie du remboursement des soins à 100%. Une nouvelle brèche est ainsi ouverte dans le remboursement intégral des ALD, nécessitant des soins continus et coûteux. En France, 9 millions de personnes (un assuré au régime général de la Sécurité sociale sur six), souffrent d'une maladie chronique grave comme le diabète, le cancer, l'hypertension ou la schizophrénie, et bénéficient à ce titre d'une prise en charge à 100% des soins, pour cette pathologie.

Faute de gratuité, seules les personnes qui en auront les moyens pourront désormais s'offrir les soins nécessaires en payant une assurance complémentaire, dont les tarifs s'envolent... alors qu'il s'agit souvent, du fait de leur maladie, de personnes précaires. Dans une note interne révélée par le site Mediapart, le Medef fait des ALD l'une des cibles essentielles de son offensive contre l'assurance maladie. Selon lui, une «vraie question de société [...] Le régime de base [la Sécurité sociale] doit-il se focaliser sur les plus démunis ou les plus malades, ou bien doit-il appréhender l'ensemble des citoyens, l'ensemble des soins, mais en n'apportant qu'une réponse partielle [dans les deux cas en renvoyant le reste à charge aux citoyens et aux organismes complémentaires]?»

Alors que la part des soins courants remboursée par l'assurance maladie n'a cessé de diminuer au cours des dernières années, le remboursement à 100% des ALD est le principal verrou à faire sauter pour le Medef et ses exécutants au pouvoir afin de «maîtriser les dépenses de santé» et privatiser la Sécurité sociale. C'est un enjeu essentiel des mois qui viennent. En avril dernier, une jeune diabétique de 15 ans, Lucile, rendait publique dans la presse une lettre ouverte, qui était un véritable cri d'alarme, on y lisait : «N'avons-nous pas le droit de vivre normalement? Il ne nous suffit donc pas de savoir que nous aurons des complications? Devons-nous en plus nous inquiéter chaque jour sur le prix de notre matériel, devons-nous nous appauvrir, n'avons-nous pas le droit de profiter comme les

autres de l'argent que nous gagnons à la sueur de notre front? Ne laissez pas le gouvernement réduire le remboursement du traitement des affections de longue durée. Il s'agit là d'un appel à l'aide.» La décision qui touche aujourd'hui les patients atteints d'hypertension sévère accroît l'urgence de la mobilisation prévue pour l'automne, pour le droit de tous à accéder aux soins et pour la défense de l'hôpital public. Elle doit être préparée dès maintenant.
Jean-Claude Delavigne

Primaires à EÉ-LV Écologie 0 cirque médiatique 2

VERSION LONGUE SUR
www.npa2009.org

Il ne nous appartient pas ici de prendre position dans la compétition des primaires d'Europe Écologie-Les Verts. Néanmoins, le déroulement et les premiers résultats des «primaires de l'écologie» amènent un certain nombre d'observations. La charte et le manifeste de respect entre les candidats, les sourires de circonstance au premier rang, les amabilités hypocrites à la tribune masquent mal la réalité d'un processus qui s'apparente à une compétition orchestrée sur le mode feutré d'une émission de télé-réalité dont la production a déjà sélectionné les finalistes.

Les quatre candidats étaient Eva Joly, Nicolat Hulot, Henri Stoll et Stéphane Lhomme : Hulot et Lhomme se sont inscrits pour participer à la primaire d'EÉ-LV mais n'en étaient pas membres fondateurs. 20000 personnes ont rejoint les 12000 coopérateurs d'EÉ-LV pour participer au vote. Le résultat du premier tour donnent 49,75% des voix à Joly, 40,22% à Hulot, 5,02% à Stoll et 4,44% à Lhomme. Un deuxième tour est donc nécessaire, dont les résultats seront connus le 12 juillet.

Le militant antinucléaire Stéphane Lhomme a été le trouble-fête de ce spectacle pourtant bien préparé. Il a donc été traité comme tel par la production : pressions pour censurer sa profession de foi, éviction du premier rang et de la photo... On l'a accusé aussi de faire le jeu de Hulot et de menacer la sélection de Joly en incarnant une candidature de division.

Hulot a lui fait une campagne interne sur le thème du «score à deux chiffres» et de «sa révélation personnelle» à l'écologie politique de gauche. Le contenu de sa profession de foi avait le creux des plaquettes publicitaires : «Nicolas est le candidat différent, le candidat des propositions, le candidat de l'avenir, de l'élargissement...». Il a dû même avouer ses penchants vers le centre-droit de Borloo.

Joly se veut la candidate de la constance, ses lunettes rouges sont devenues le produit marketing de ses supporters. Elle incarne le parti et le collectif, une sorte de garantie par rapport à Hulot le franc-tireur. En outre, elle affiche un programme plus politique, ancré à gauche et dans le pragmatisme des relations avec les «partenaires» traditionnels d'EÉ-LV.

Au final, cette affaire des primaires qui pourrait avoir l'intérêt de rassembler un camp avant une campagne, d'élargir l'audience du débat et la surface des décisionnaires, se révèle une collaboration de plus à la dépolitisation des contenus face aux enjeux actuels de la crise globale, dans une logique où la lutte des places a depuis longtemps remplacé la lutte des classes.

Sur le plan des méthodes internes, on aboutit également à une vision déformante de la démocratie : éliminer les concurrents par des manœuvres plutôt que de mener un débat argumenté sur le fond et de laisser ensuite le choix de voter. Un spectacle qui ne rend pas vraiment service à l'engagement politique. Aux dernières nouvelles, Joly aurait proposé à Hulot d'être son porte-parole de campagne. Comme quoi, quel choix y avait-il réellement dans ce jeu de dupes, où un vote utile peut en cacher un autre?

Laurence Lyonais



Paris, le 30 juin. Les différentes composantes du Front de Gauche (PHOTO THÉÂTRE DU MOUVEMENT SOCIAL/SANDINO)

Lancement de la campagne du Front de Gauche

Devant plusieurs milliers de personnes, le Front de Gauche a tenu son meeting de lancement de campagne, le 30 juin dernier.

En remplissant la place Stalingrad, à Paris, mercredi 29 juin, les différentes composantes du Front de Gauche ont atteint leur objectif : lancer la campagne présidentielle autour de leur candidat Jean-Luc Mélenchon. À l'heure où, du Caire à Athènes, de Tunis à Madrid, la contestation populaire s'affiche sur les places publiques, le choix de rompre avec le classique meeting en salle s'est avéré pertinent, puisque plus de 4000 participants avaient répondu à l'appel. Le travail de préparation très significatif durant les trois dernières semaines, par des collages et de nombreuses diffusions de tracts, a sans nul doute contribué à stimuler les équipes militantes d'Île-de-France qui constituaient la plus grande partie de l'auditoire. Notons également la présence de ce courant désormais permanent depuis la campagne pour le non au TCE, des non-encartés qui, à gauche du PS, oscillent en permanence entre anticapitalisme radical et

antilibéralisme. Mais gardons-nous d'une comparaison avec les bouillonnements créatifs de la place Tahrir ou de la Puerta del Sol, car le meeting auquel nous avons assisté était des plus classiques. Prenant par ordre d'importance chacune la parole, les diverses composantes du Front de Gauche ont défini la place qu'elles occuperont dans le dispositif de campagne. Ainsi, Christian Piquet pour la Gauche unitaire se voit confier la présidence du comité de campagne, une garde rapprochée qui réunira une quinzaine de membres. Un conseil national de campagne plus large (une centaine de personnes) sera également constitué. Clémentine Autain dans son intervention en appelait à «ceux qui ont cru au NPA et qui en sont déçus», se plaçant ainsi en pôle de recrutement à gauche du Front de Gauche. Très à l'aise sur les questions féministes, sociétales et écologiques, elle pourrait constituer un contre-poids aux «lourdeurs républicaines» du candidat.

Mais l'enjeu principal de ce meeting était pour la direction du PCF d'introniser Jean-Luc Mélenchon comme candidat de tout le Front de Gauche, face à une base du parti encore très partagée. L'intervention de Pierre Laurent était toute entière dirigée vers cela : rassurer les militants, imposer tant que faire se peut une direction collective à la campagne. Si l'on en juge par l'intervention de Jean-Luc Mélenchon, il n'est pas certain qu'il y ait totalement réussi. Il y eut, certes, les remerciements d'usages aux «militants communistes», l'appel aux altermondialistes, aux féministes, aux syndicalistes et aux militants des droits de l'homme, sans que l'on sache vraiment quel pouvait être le projet commun apte à unir toutes ces forces. Rappelons qu'à l'occasion de la mobilisation de l'automne dernier contre la casse du système des retraites, dans un splendide isolement, Jean-Luc Mélenchon avait, au plus fort de la mobilisation, proposé

d'enterrer le grand mouvement populaire par un référendum. Le discours tenu mardi va dans le même sens, en s'en tenant à des formules institutionnelles abstraites sur la VI^e République, la révolution par les urnes, pacifique et démocratique. Pas une seule proposition qui impliquerait la mobilisation des salariés et des couches populaires. Pas une seule allusion au Parti socialiste, à son programme, à la question des alliances et aux éventuels accords de gouvernement au cours de la longue allocution du leader du Parti de Gauche. Il faudra bien pourtant, pendant cette campagne électorale, que ce débat ait lieu ! Les tirades gaulliennes qui semblent être au cœur de la stratégie de communication de Mélenchon ne pourront l'échapper. Le NPA et son candidat Philippe Poutou ne manqueront pas de revenir, en toute fraternité, sur ces questions stratégiques décisives.

Alain Pojolat

Après les grèves du 30 juin, bilan et perspectives

GRANDE-BRETAGNE. Des dizaines de milliers de manifestantEs ont protesté contre la politique d'austérité du gouvernement.

Le plus modéré des syndicats d'enseignants, l'ATL, a créé la surprise en mettant en débat une motion proposant un appel à la grève contre les propositions gouvernementales en matière de retraites. Et, pour la première fois en 130 ans, les participantEs à la réunion de l'ATL ont unanimement voté cet appel. Le lendemain, la NUT, plus radicale, a fait de même. En revanche, le secrétaire général du troisième syndicat, le NASUWT, Chris Keates, a indiqué que, par principe, il ne pouvait pas y avoir de grève alors que des négociations sont en cours. 150 ans de luttes jetées aux poubelles de l'histoire donc, tandis que l'on proclamait l'avènement d'un syndicalisme modéré et responsable. Mais qu'est-ce qui a amené une majorité d'enseignants à se poser la question de la grève?

Les retraites des salariéEs du secteur public sont une cible évidente depuis que la coalition gouvernementale a affirmé sa volonté prioritaire d'en finir avec la « dette » et annoncé son premier budget d'austérité. ChacunE a fait le lien entre le choix d'augmenter la contribution des salariéEs pour les retraites, tout en diminuant potentiellement celle des patrons, et celui de privatiser certains domaines de l'éducation. Depuis février, les syndicats du secteur public ont participé à des réunions avec le gouvernement, pour discuter non pas des réformes



Londres, le 30 juin. (COALITION OF RESISTANCE)

proposées mais de la manière de les mettre en œuvre. Le gouvernement voulait que les salariéEs du secteur public contribuent davantage, travaillent plus longtemps, pour toucher des retraites amputées. Cela signifiait notamment augmenter la contribution des enseignantEs de 50%, obliger les enseignantEs de moins de 34 ans à travailler jusqu'à 68 ans et calculer le niveau des pensions non sur la moyenne des trois meilleures années sur les dix dernières mais sur une « moyenne de carrière ».

Le gouvernement a également décidé de modifier la référence servant à fixer l'augmentation des pensions, ce qui revenait à en réduire la valeur de 1%, en moyenne, chaque année. Ces changements n'étaient pas destinés à une amélioration des retraites des enseignantEs mais constituaient une « taxe » pour rembourser l'argent distribué aux banques pendant

la crise. Le gouvernement a maintenu ses positions dans toutes les réunions organisées avec les syndicats, les aggravant même sur certains points.

L'ensemble de ces facteurs, ainsi que l'attitude combative de la nouvelle direction du NUT, expliquent le vote massif (92% des exprimés) en faveur de la grève. Dans l'ATL, 83% des votantEs se sont prononcés pour la grève. Les enseignantEs ont été particulièrement motivés, ayant pu calculer le montant prévisible de leur contribution et de leur retraite sur les sites internet des syndicats...

La grève du 30 juin a été impressionnante, touchant plus de 80% des établissements en Angleterre et au Pays de Galles. Les enseignantEs écossaisEs et d'Irlande du Nord ne participaient pas au mouvement, n'étant pas touchés par les mêmes réformes. Les manifestations ont également dépassé les prévisions: plus de 20 000 à Londres, 6 000 à Birmingham et Bristol, 3 000 à Sheffield...

Ces manifestations ont aussi montré l'émergence d'une nouvelle catégorie de militantEs, jeunes, souvent des femmes, qui ont pris la tête de leurs cortèges d'établissement. Elles étaient également soutenues par l'UCU, syndicat d'enseignantEs du supérieur, et le PCS, principal syndicat de la fonction publique. Beaucoup de manifestantEs ont fait état du soutien de la population sur leur passage.

Bien sûr, une grève d'une journée ne suffira pas. Mais sa réussite indique clairement que le gouvernement va avoir fort à faire pour imposer sa réforme. De nouvelles grèves sont envisageables à la rentrée et la tâche principale est de convaincre d'autres secteurs parmi les salariéEs du public de se joindre aux enseignantEs. Des sections locales de Unison, principal syndicat du secteur public, s'y préparent, organisant une pression sur leur direction. Cela doit être le cas dans les autres organisations, GMB et Unite. En ce qui concerne le Parti travailliste, les commentaires de certains dirigeants, indiquant qu'il ne faudrait faire grève ni maintenant ni à l'automne, ne l'ont pas rendu très populaire parmi les enseignantEs. Cette trahison des travaillistes fait que de nombreux militantEs discutent désormais de la nécessité de construire un nouveau parti des travailleurs. Localement, des comités de coordination entre les syndicats se développent et défendent la perspective de la grève. Dans de nombreux endroits, ils travaillent avec des groupes pré-existants contre la politique d'austérité. En effet, il apparaît clairement que le combat contre la réforme des retraites s'inscrit dans un combat plus large contre le plan d'austérité du gouvernement, destiné à faire payer la crise aux salariéEs.

Jon Duveen (Socialist Resistance), traduction Ingrid Hayes

Répression féroce en Égypte

Ce vendredi 8 juillet, les militantEs démocrates et progressistes égyptienNEs seront de nouveau dans la rue. Ils et elles défendront les libertés fondamentales, dont la liberté d'expression, de nouveau menacée par la répression policière, alors qu'un blogueur (Loai Nagati) a été arrêté le 28 juin et que les arrestations arbitraires et la torture ont refait surface. Il s'agit aussi de critiquer les procès contre des civils – manifestants, contestataires, grévistes – traduits devant la Cour martiale par les militaires actuellement au pouvoir.

Enfin, il s'agit de demander d'accélérer et de mener enfin à bien les procès contre les responsables de graves violations des droits humains sous l'ancien président Hosni Moubarak. Ainsi l'ancien ministre de l'Intérieur, Habib al-Adly, a bien été condamné à douze ans de prison, mais uniquement pour corruption et malversations; pas encore pour la violente répression qui a coûté la vie à 840 personnes pendant la révolution de janvier/février.

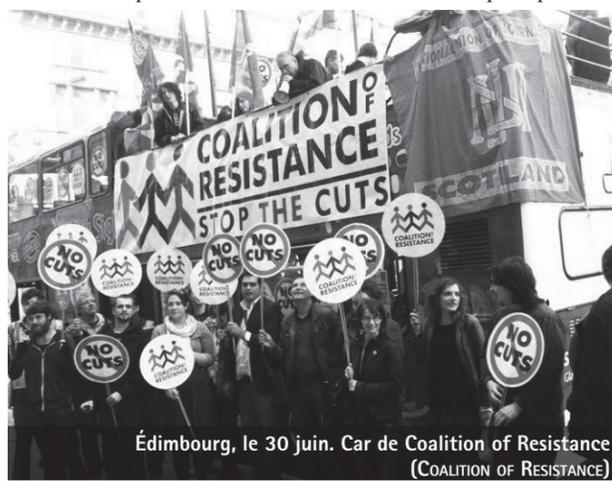
En attendant, la répression ne s'est pas arrêtée. Le 26 juin, pour la première fois, un général de l'armée – Abdel Fattah al-Sisi, chef du renseignement militaire – a reconnu explicitement que les militaires effectuent des « tests de virginité » sur des manifestants arrêtés. Il a justifié cette pratique, face au secrétaire général d'Amnesty international, Salil Shetty, en prétextant la nécessité de « protéger l'armée contre des accusations de viol ».

Dans la nuit du mardi 28 au mercredi 29 juin, des heurts importants ont opposé des manifestants et les forces de l'ordre sur la désormais célèbre Place de la Libération (maydan al-Tahrir) au Caire. Au total, selon les chiffres mêmes du ministère de la Santé du gouvernement en place, 1036 manifestants ont été blessés, dont 120 ont dû être soignés à l'hôpital. Une cinquantaine de personnes ont par ailleurs été arrêtées et seront traduites devant des juges militaires.

L'« émeute » avait éclaté, d'abord, en marge d'une commémoration pour les personnes tuées pendant la révolution. Des gardiens avaient refusé à certaines de leurs familles l'accès au théâtre dans lequel se déroulait la cérémonie, ce qui déclencha des premiers heurts. Peu après, des camions transportant des hommes armés de bâtons, de gourdins et de couteaux arrivèrent. Il s'agissait, a priori, de partisans de l'ancien président Hosni Moubarak, qui cherchaient à semer le chaos, d'autant plus que l'ancien appareil des pro-Moubarak a perdu un nombre important de postes locaux: quelques heures avant l'« émeute » de la place Tahrir, la justice avait prononcé la dissolution des anciens conseils municipaux mis en place sous Moubarak, « élus » à grand renfort de tricheries et de manipulation. Les militants pro-démocratie avaient vigoureusement résisté à la provocation, puis aux forces de répression.

En attendant, les Frères musulmans – se préparant à une éventuelle victoire électorale – ont confirmé leur volonté de négocier avec les États-Unis, après que Hillary Clinton a déclaré que l'administration US était disposée à discuter avec leur mouvance. En même temps, un événement positif est à signaler: l'Égypte, à laquelle le FMI avait promis, début juin, un crédit de trois milliards d'euros, vient de refuser cette « aide ». Sous la pression de l'opinion publique. Le refus a un prix, puisque le gouvernement s'engage en même temps à réduire les dépenses publiques et va accepter des dons et crédits de la part de régimes arabes réactionnaires, notamment du Qatar et de l'Arabie saoudite. Cependant, face à la mainmise du FMI, cela apparaît bien comme un moindre mal.

Bertold du Ryon



Édimbourg, le 30 juin. Car de Coalition of Resistance (COALITION OF RESISTANCE)

Malaisie: des militants socialistes arrêtés

Trente militants, dont deux mineurs, du Parti socialiste de Malaisie (Parti Sosialis Malaysia – PSM) ont été arrêtés le 25 juin à Kepala Batas, Penang en Malaisie.

Ils sont poursuivis au titre de l'article 122 du code pénal malais (lutter contre la monarchie et essayer de faire revivre l'idéologie communiste) alors qu'ils distribuaient des tracts pour informer la population de leur campagne « C'est assez, il est temps de démissionner », démarrée le 24 juin.

Comme beaucoup de pays du Sud-Est asiatique, la Malaisie a connu des politiques agressives contre le communisme et la gauche. L'indépendance, en 1957, a été suivie par une monarchie constitutionnelle et l'écrasement du Parti communiste malaisien (PCM). Celui-ci a mené une guerre contre le joug colonial, tandis que les classes dirigeantes malaises s'associaient aux colonialistes. Jusqu'en 1989, les grands propriétaires des exploitations

d'étaim et de caoutchouc ont mené une guerre contre le PCM et sa branche armée, l'Armée de libération nationale de Malaisie (MNLA). À l'indépendance, une série de lois antidémocratiques ont été votées au nom de la lutte contre le communisme qui sont toujours en vigueur, même si le gouvernement a signé un accord de paix avec le PCM.

Constitué en 1994, le PSM est un parti légal, reconnu depuis 2008 par l'État. Il s'est implanté dans les couches populaires, parmi les travailleurs des plantations, les pauvres des villes et les travailleurs de l'industrie. Il a obtenu un élu au Parlement. Le régime du UMNO-BN (BN, Front national et son principal parti, United Malay's National Organization) est au pouvoir depuis l'indépendance.

Le gouvernement malais a des liens politiques et diplomatiques avec les PC de Chine, Cuba et du Vietnam. L'arrestation des militants du PSM pour

possession de tee-shirts à l'effigie de dirigeants communistes vendus dans tout le pays serait ridicule s'ils ne risquaient pas des peines d'emprisonnement. Après avoir été libérés, six ont été arrêtés à nouveau, cette fois pour activités illégales, au nom d'une ordonnance d'urgence de 1969.

Une autre campagne « Pour la démocratie et des élections justes », communément appelée Bersih 2, devait démarrer le 9 juillet en vue de la prochaine élection nationale théoriquement prévue en 2013. Cette coalition associe 62 groupes: organisations de la société civile et partis politiques, dont le PSM.

Le gouvernement et la police malaise semblent fébriles. Ils veulent créer un climat de peur. Plus de 150 militants de cette campagne dans tout le pays ont été arrêtés depuis vendredi. Le Premier ministre a interdit Bersih 2 au prétexte qu'elle déclencherait une agitation et des troubles dans le

pays, qu'elle inciterait la population à renverser le gouvernement et qu'elle dénigrerait l'image de la Malaisie dans le monde.

Comme le proclame l'un des autocollants de cette campagne: « Si les peuples des nations arabes ont réussi à renverser les régimes autocratiques qui les ont gouvernés pendant des décennies, il n'est pas impossible que les Malaisiens demandent des changements politiques dans leur pays ».

Une campagne de solidarité internationale pour la libération des militants emprisonnés est soutenue par le NPA. Vous pouvez trouver les informations sur le site ESSF.¹

Christine Schneider

1. Voir sur ESSF l'article 22148 et le mot clé « PSM (Malaisie) ».

La vie invente...

Les vacances d'été approchent, période propice tout à la fois à la détente, à la flânerie et à la lecture. Alors fleurissent, dans les grandes chaînes promotrices d'une culture mercantile comme dans les petites librairies assumant tous leurs partis pris, les sélections qui doivent permettre aux lecteurs et lectrices estivales de s'y retrouver dans le labyrinthe de la production éditoriale. En quête de découvertes ou d'escapades, c'est l'occasion de rattraper les titres manqués au cours de l'année, ou tout simplement un nouveau regard ou un nouveau style.

Une sélection, élaborée conjointement entre la presse et la librairie du NPA, manque aujourd'hui cruellement. Nous accordons beaucoup d'intérêt aux ouvrages d'économie, de philosophie politique, de sociologie, d'histoire, mais bien peu aux productions de l'imagination: les romans, mais aussi la poésie ou le théâtre, se retrouvent trop souvent ravalés au rang d'aimables divertissements. Au mieux, ils sont censés être pédagogiques, nous introduire au cœur d'un pays, d'une période historique, d'une société. Sans que nous parvenions à assumer la dimension ludique, la découverte, l'étonnement, l'oisiveté de la lecture.

Si rien d'humain ne saurait nous être étranger, alors la littérature est un outil formidable, essentiel même, qui nous entraîne dans des jeux de nuances et d'ambiguïtés, sans pour autant épuiser les richesses de l'expérience humaine. C'est le sens de la devise qui ornaît la Librairie du travail, dans les années 1920: «*la vie invente, le livre précise*». Un point que je m'efforcerai de développer ultérieurement.

Je me bornerai ici à vous proposer une première sélection, prenant sa source dans les dynamiques révolutionnaires qui agitent le bassin méditerranéen, et les images qu'elles évoquent et/ou qu'elles viennent bousculer¹. Mon parti pris: des livres que j'ai appréciés, pour leur style, pour leur thème, parfois les deux. Le choix n'est pas exhaustif, et il comporte des lacunes. Il ne s'agit ni des prochains prix Nobel ou Goncourt ni de pépites cachées au plus grand nombre: simplement de passer un moment agréable, en compagnie d'une voix, d'un style, qui nous apprend quelque chose, parfois, pas obligatoirement... Le propos sera donc délibérément subjectif, comme les liens que je mets en avant entre tel et tel livre.

N'hésitez pas à me faire parvenir vos remarques, vos critiques: hen.clement@gmail.com

Dernière chose: commandez vos livres, ceux-là et d'autres, à la librairie La Brèche (ils peuvent même vous les envoyer!), pas seulement parce qu'il s'agit de la librairie du NPA, mais parce que c'est une librairie dont l'activité s'ancre profondément dans le mouvement ouvrier, et qui reste un espace de rencontre et de confrontation essentiel aujourd'hui, un espace à faire vivre, plutôt que les Amazon, Fnac, et autres Virgin!

Bonne(s) lecture(s)!

Henri Clément

1. Mediapart a eu la même idée, voir leur *Voyage en littératures arabes* en huit volets.

Tahar Ben Jelloun
Partir



Partir, Tahar Ben Jelloun

Folio Gallimard, 6,80 €

Au cœur de ce roman se retrouve la question de la jeunesse diplômée et au chômage, qui fut l'élément moteur de la révolution tunisienne. L'ensemble de l'intrigue se déroule à cheval entre le Maroc et l'Espagne, mais elle montre bien comment cette question traverse l'ensemble des

sociétés arabes. Avec une grande maîtrise, l'écrivain brosse le tableau d'une société étouffante, entièrement pourrie par la corruption, où les possibilités d'avenir ont complètement sombré. C'est la chronique du régime agonisant de Hassan II, où tout se monnaie: la durée de la file d'attente, l'attention d'un infirmier, l'indulgence du flic ou du douanier, même la religion – quelques billets bien placés vous transforment un mécréant en bon musulman. Ne reste qu'un seul espoir auquel se raccrocher: partir! Franchir la Méditerranée et

rejoindre le sol européen et sa prospérité fantasmée. Parce qu'ici l'on étouffe, l'on meurt. L'auteur joue avec l'histoire et ce que l'on nomme, avec inexactitude, son ironie. Elle lui permet de jouer avec les perspectives, comme lorsqu'il utilise cet entrefilet qui serait paru dans la presse en 1951: «*Dix immigrés espagnols ont failli mourir noyés au large de Salé; ils ont été recueillis et soignés et ont disparu ensuite dans la nature; la police et leurs familles sont à leur recherche*». La direction des rêves et des espoirs s'est inversée, tournée vers les «*lumières de l'Espagne*», et qui conduisent tant de jeunes à tenter leur chance à bord de rafiots pourris: certains réussissent, d'autres, nombreux, ne sont plus le lendemain que des cadavres que la mer rejette.

Mais ce livre est aussi un roman sur la mémoire et l'identité, hommage de l'auteur à la littérature française (Flaubert, Apollinaire, Zola...) et interrogation sur le rôle des racines, tout comme sur la situation d'allégeance imposée aujourd'hui par les sociétés européennes: «*nos origines nous poursuivent partout où l'on va, on ne se débarrasse pas de ses racines aussi facilement que ça*» (p. 243), racines culturelles comme racines sociales! Azel l'apprend à ses dépens. Un très bon roman.

L'immeuble Yacoubian, Alaa El Aswany

Collection Babel, Actes Sud, 8,50 €

Avec la Tunisie, l'Égypte est le second membre du duo dynamique des bouleversements en cours dans le monde arabe. De ce pays, nous avons en tête les images qui s'étalent sur les murs des villes du monde, comme des promesses de vacances idéales: les pyramides et le Sphinx, le Nil et Louksor, Alexandrie, Cléopâtre et les plongées en mer Rouge. Et Le Caire, bien entendu. Le roman d'El Aswany nous plonge dans cette métropole aux multiples facettes. Prenant le prétexte de la chronique d'un immeuble – qui donne son titre à l'ouvrage –, il met en scène l'ensemble des contradictions qui travaillent la société égyptienne. Contradictions historiques entre la capitale façonnée à l'image des villes européennes et l'ascension populaire qui inscrit dans l'urbanisme lui-même le mûrissement des contradictions sociales, à l'image du petit peuple cairote qui envahit la terrasse de l'immeuble Yacoubian, s'y installe, s'y marie et y travaille. L'Égypte d'El Aswany est rongée par la corruption et la violence gouvernementale. On y est à la merci du bon vouloir des forces étatiques, à moins de disposer d'une richesse personnelle et d'excellentes relations. Ce qui conduit à l'incompréhension profonde entre la jeunesse et une grande partie de l'élite. À Zaki Bey, qui s'étonne que Boussaïna puisse détester son pays natal, cette dernière rétorque: «*Vous ne comprenez pas parce que vos conditions de vie sont bonnes*». Et le poids de l'origine sociale, écrasant, empêche toute espérance, loin de la rhétorique sur l'égalité des chances ou sur les valeurs de l'islam. Ainsi, le hadj Azzam, musulman riche, est prêt à toutes les ruses pour convaincre sa jeune épouse d'avorter. Face à son refus, il emploie la violence, qui est symétrique à la torture employée par la sécurité d'État à l'encontre de Taha et jette définitivement ce dernier dans les bras des combattants islamistes. Il est frappant de constater combien les romans d'El Aswany et Ben Jelloun sont proches: même désespoir, même corruption, même instants fragiles de bonheur, même dévoiement de la religion au service du pouvoir en place et de la réaction, même volonté d'affronter la question de l'islam politique dans tous ces aspects. C'est ce cercle d'airain de la reproduction sociale que la révolution arabe est venue briser, comme contrepoint et comme confirmation de cette scène de mariage en conclusion du roman, où résonnent la voix de Piaf et les youyous des femmes cairotés!

ALAA EL ASWANY
L'IMMEUBLE YACOUBIAN
ROMAN TRADUIT DE L'ARABE ÉGYPTIEN PAR GILLES GAUTHIER



Warda, Sonallah
Coll Babel, Actes Sud,

Dubaï, Oman, arabes unis: dans notre contemporain, évènements des choses – pétarade tisme immobilier, de droit divin – mais certaines images de guérilla sur les traces des dans les années 19 – Yémen, Oman, s'embrasèrent. Avec quittons donc les ranéennes pour le roman de facture t qui se soulevèrent le sultanat réaction mérites de ce roman se sont déjà soulevé roman de facture t de l'époque: Nasser révolutionnaires a militante omanais narrateur exhume Elle y commente se du Che en matière leversent les pays Libye...

La lecture de ce l'époque que nous femme, nous assist hafi, Saleh, Assad de ces grands mou sèrent leur légitim petit toutes les asp l'auteur nous cond de la place des fer illustrés à travers l à une dimension s choix assumé par événements rend l

Un Sultan à Palerme, Tariq Ali

J'ai Lu, 6, 70 €

Qu'y a-t-il de commun entre une Sicile traditionnelle reconnue et un roman gauche radicale? La Sicile. La Sicile, grue, elle trace néanmoins un lien s historiques d'excellente facture. D'un masculin tout droit sortie des Mille tient en quelques mots: «*un prince claves et y découvre un adolescent la castration*». De l'autre, le premi de *Quintette de l'islam*, une série historique conçue par Tariq Ali comme la chronique de sociétés où se produit une rupture d'équilibre. Ce *Sultan à Palerme* est tout entier consacré à l'implosion de la société sicilienne au milieu du xx^e siècle. En s'attachant aux pas du géographe Idrisi¹, l'auteur ressuscite cette synthèse fragile entre cultures musulmane et normande. L'attrait principal de ce roman réside dans l'étonnement que suscite l'évocation d'une Sicile musulmane, une image qui a disparu de notre imaginaire, ensevelie sous le poids de la mafia, d

les livres précisent !

ah Ibrahim
10,50 €

les Émirats
ces noms,
imaginaire
loquent bien
trole, gigan-
monarchies
rétrogrades...
ment pas les
paysanne ni
tes. Pourtant,
60, ces régions
Palestine –
c Warda, nous
côtes méditer-

détroit d'Ormuz et les rives de l'océan Indien,
combattants de la guérilla communiste du Dhofar
à la fois contre le colonisateur britannique et
ennemi à sa botte. Et ce n'est pas le moindre des
rangs que de nous rappeler que les peuples arabes
nés, il y a plus de 40 ans. Au fil des pages de ce
roman très classique, nous croisons les grandes figures
de la révolution, Guevara, Mao, qui dominent les débats des
années 60. En se lançant sur les traces de Warda,
la combattante de cette guérilla dhofarite, le
roman des cahiers dans lesquels elle tint son journal.
Les relations, ses attentes, ses espoirs, les théories
de la guérilla, comme les événements qui bou-
leversent la région : Yémen, Égypte, Irak, Palestine,

roman entre profondément en résonance avec
nos traversons : à travers les yeux de la jeune
personne par exemple aux prises de pouvoir de Kad-
dét et Saddam Hussein ! C'est dans les convulsions
mouvements arabes que ces futurs dictateurs puis-
sants, achetant les soutiens et étouffant petit à petit
les aspirations populaires. Mais surtout, le parti pris de
l'auteur à appréhender les tensions et débats autour
des femmes à la fois dans la lutte et dans la société,
les mesures prises au Dhofar : réduction de la dot
symbolique, mariage « civil », scolarisation... Ce
roman va chez un marchand d'es-
claves sur les mesures prises au Dhofar : réduction de la dot
symbolique, mariage « civil », scolarisation... Ce
roman va chez un marchand d'es-

SONALLAH IBRAHIM
WARDA

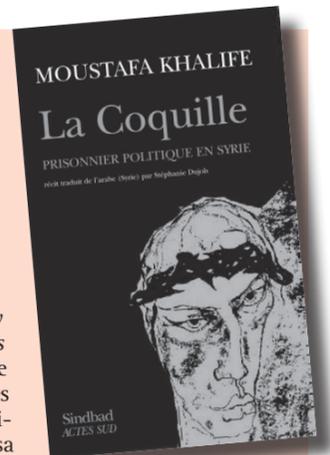


La Coquille - Prisonnier politique en Syrie, Moustafa Khalifé

Sindbad/Actes Sud, 21,80 €

Ce texte, comme l'indique le sous-titre, est le récit des treize années d'emprisonnement de l'auteur dans les geôles syriennes. Arrêté une première fois en 1979, il est à nouveau appréhendé en 1982 et reste détenu jusqu'en 1994. D'après les informations fournies par la quatrième de couverture, l'auteur militait à cette époque dans un mouvement d'extrême gauche, sans autre précision. Ce récit n'est pas une chronique recueillie sur le vif, ni un journal tenu en prison, pour la simple et bonne raison qu'il n'y avait ni feuille ni stylo dans la vaste prison située en plein désert dans laquelle Khalifé passa toutes ces années avec des milliers d'autres prisonniers politiques, en majorité des hommes soupçonnés d'appartenir au mouvement des Frères musulmans. Pour « tenir son journal », l'auteur utilisa la technique de l'écriture mentale, développée par les militants islamistes : « j'avais réussi à force d'exercice à faire de ma pensée une bande enregistrée sur laquelle je consignais tout ce que je voyais, et une partie de ce que j'entendais. À présent, je dévide "une partie" du contenu de cette bande ». Il raconte son arrestation, les premiers interrogatoires, l'arrivée dans la prison, la torture et les mauvais traitements, l'hostilité des détenus appartenant aux Frères, l'aide et le soutien que certains Frères

lui ont apportés, tout ce qui le conduit à s'enfermer « dans la coquille » : « Avec le temps, une carapace a commencé à se former autour de moi. Une carapace à deux parois : l'une forgée par la haine qu'ils me vouaient (je nageais dans une mer d'aversion, d'exécration et de répugnance, et je luttais pour ne pas m'y noyer) ; une autre par la peur que j'avais d'eux ! » Il structure sa narration comme on rédige un compte rendu, exposant les faits, sans pathos, et composant un formidable document sur le régime syrien et sa répression féroce. Mais il est également un document à charge contre tous ces régimes arabes en voie d'écroulement qui ont pratiqué à grande échelle la torture, l'emprisonnement arbitraire et l'assassinat, avec la bénédiction de tous les régimes démocratiques, l'argument de la lutte contre l'islamisme permettant de cautionner les pires saloperies !



ABDOURAHMAN A. WABERI
AUX ÉTATS-UNIS D'AFRIQUE



Aux États-Unis d'Afrique, Abdourahman Waberi,

Actes Sud, collection Babel, 7,50 €

Imaginer un autre monde est un exercice difficile, beaucoup s'y sont déjà cassés les dents. Avec *Aux États-Unis d'Afrique*, Waberi réussit son pari et nous offre un livre bigarré : un mélange de récit de voyage, d'enquête et de roman d'apprentissage. Comme point de départ, une question toute simple : et si les États-Unis, cette superpuissance dominante du monde, n'étaient pas américains, mais africains ? Et voilà notre monde contemporain cul par-dessus tête. Le narrateur nous invite d'abord à nous intéresser à la situation des immigrés. À l'image de ces grands articles d'investigation qui occupent parfois les pages centrales des journaux, nous nous attachons aux pas d'un certain Yacouba, « caucasien d'ethnie suisse [...], né dans une insalubre favela des environs de Zurich », charpentier de son état. L'homme a fui la misère et les guerres ethniques qui ravagent le continent européen. Et comme les autres « traîne-misère caucasiens » qui s'entassent dans les banlieues de Dakar, de Lagos ou du Caire, il espérait une toute autre vie. Ça démarre très fort.

Dans les pages suivantes, vous entendrez parler de « l'opération "Un bol de riz à la sauce gombo" » organisée chaque année par les écoliers afin de venir en aide aux civils européens déplacés. Vous verrez également les journaux mettre en accusation le laxisme des autorités en ce qui concerne les flux migratoires et se déchaîner contre le « péril blanc » qui menace de submerger les côtes africaines. Puis vous ferez la connaissance de Maya, jeune artiste pleine d'avenir, qui porte en elle une blessure profonde : enfant, elle a été arrachée à sa terre, quelque part en Europe, et recueillie par un fonctionnaire d'une ONG africaine. Elle voudra retrouver ses racines, panser ses plaies. Elle décidera alors de revoir sa Normandie... La quête de cette jeune femme et la chute de Yacouba sont l'occasion pour Waberi d'entremêler des pans réels de l'histoire de l'Afrique avec les fils imaginaires d'une autre histoire, qui elle n'a jamais existé. Et puis il est porté à chaque page par une ironie corrosive qui ronge tous les clichés racistes. Difficile de résumer ce livre foisonnant tant il échappe aux structures habituelles. Le jeu de l'auteur avec la réalité touche juste et ce texte, publié il y a plus de cinq ans, résonne avec une nouvelle vigueur dans cette France xénophobe livrée aux élucubrations des Sarkozy, Guéant, Hortefeux et autres soutiers du FN regroupés dans la droite populaire. À lire, à relire et à faire lire sans modération.

Tariq Ali

la nièce d'une écrivaine ita-
lienne anglaise toujours lié à la
révolution. Si la réponse semble incon-
subtil entre deux romans his-
toriques, d'un côté, une histoire d'amour
et une nuit, dont l'argument
est « un marchand d'es-
claves ».

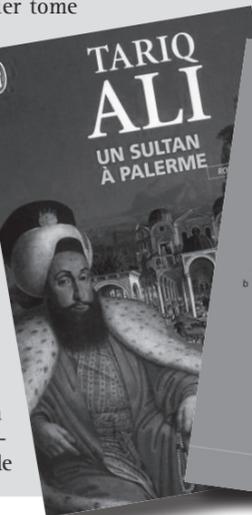
Le Myrte et la rose, Annie Messina

Viviane Hamy, collection Bis, 7,50 €

ses règles d'honneur sanglantes, de ses allégeances familiales et tentaculaires... Le militant n'est jamais loin du romancier, qui met en scène les dynamiques sociales dans les campagnes, l'affrontement entre propriétaires et travailleurs de la terre, que les valeurs religieuses viennent à la fois combattre et soutenir. Ce premier volume est une réussite, et vient opportunément rappeler combien « les racines chrétiennes de l'Europe » sont une vaste fumisterie ! Il s'agit d'une opération politique d'effacement de tout un pan de l'histoire.

Mais ces représentations continuent cependant de travailler notre imaginaire collectif, ce que rappelle pertinemment René de Ceccaty, dans son texte publié en préface du roman *Le Myrte et la rose* : « La civilisation italienne est hantée par les fantômes des Mille et une nuits ». Ce récit est construit comme un conte arabe classique, tout en jouant avec ses thèmes et sa structure formelle. On en retrouve l'ensemble des éléments : histoire d'amour, inimitiés, batailles, longues chevauchées... Cette lecture a le goût de l'évasion, nous projetant loin de notre quotidien, dans une atmosphère de légende.

1. <http://classes.bnf.fr/idrisi/pres/idrisi.htm>



Au pays des hommes, Hisham Matar

Denoël, 20 €

Que connaissons-nous de la Libye ? Le pétrole, les frappes aériennes, le cirque médiatique de l'opération de sauvetage des infirmières bulgares menée par Cécilia, la mise en scène diplomatique qui tourne à la farce, dans laquelle le colonel aux amazones avait joué le rôle de Monsieur Loyal, humiliant publiquement le régime sarkozyste, en faisant ressortir toute sa nullité. La dimension médiatique conduit cependant à méconnaître les réalités humaines et quotidiennes d'un pays, masquées derrière la figure d'un dirigeant. C'est cette dimension qu'aborde le roman de Matar, dont l'histoire prend place à la fin des années 1970, alors que la vague révolutionnaire – au cœur de *Warda* – qui a balayé la région au cours des décennies précédentes est en train de s'épuiser. Nous découvrons la Libye de 1979 à travers les yeux d'un enfant au seuil de

l'adolescence, Suleiman. Ses journées se passent dans l'ignorance des activités de son père et dans l'observation des fêlures qui apparaissent dans le paisible quotidien familial, alors que le poids du régime se fait de plus en plus sentir. De menus événements – visite d'hommes en armes, arrestation du père d'un ami – viennent perturber l'ordonnement des jours et des jeux. Le fait de raconter l'histoire du point de vue d'un enfant n'est pas seulement un jeu technique, facilitant la structure narrative – beaucoup de choses restent cachées à un enfant – mais c'est aussi la métaphore d'une « sortie de l'enfance » par la découverte de la réalité d'un régime, de sa violence et de la fin de toutes les promesses d'avenir et de transformation sociale qu'il avait pu susciter à ses débuts.



L'arabe comme un chant secret, Leïla Sebbar

Bleu Autour, 10 €

Souvenez-vous : il y a quelques mois à peine, Florent Pagny défrayait la chronique en regrettant que son fils rentre de l'école et se mette à parler « rebeu ». Cette sortie n'était pas seulement l'expression de la bêtise de son auteur, elle était également significative de l'évolution de notre société, où la xénophobie progresse à grand pas. L'arabe, langue poétique par excellence et langue de la transmission de l'héritage philosophique grec, se retrouve vilipendé comme instrument du travail de sape d'une cinquième colonne islamiste fantasmée. Ces deux petits ouvrages sont comme une réponse à cette très nette élévation du niveau moyen de la connerie !

Celui de Leïla Sebbar est composé de textes dispersés, écrits pour des publications diverses, et regroupés par l'éditeur. Elle y revient sur la langue de son père, langue entendue, évocatrice de son enfance en Algérie, mais langue qu'elle n'apprendra pas, et qui crée en elle comme une fracture : « Peut-être divisée, fille du colonisé, mon père, fille du colonisateur, ma mère, depuis le premier jour ». Il s'agit tout à la fois de récits de son enfance, mais aussi d'une réflexion fine et intelligente sur cette matière qui joue un rôle primordial dans la structuration de notre imaginaire. Voici ce qu'elle écrit par exemple sur le mot « nique » : « je l'ai retrouvé de l'autre

côté de la mer, déferlant des banlieues où vivent aujourd'hui les fils et petit-fils de ceux qui le criaient vers nous, ils ont quitté le village fertile devenu infertile, ils ont vécu dans les "cités nègres" de la périphérie, après les bidonvilles leurs enfants ont colonisé la langue de la France, quel est le Français jeune ou vieux qui n'a pas entendu ce mot-là, dont la violence sexuelle s'est atténuée en passant de l'Algérie à la France, de la banlieue à la ville ? » Au-delà de cette réflexion pertinente, l'auteure illustre d'une certaine manière combien les événements en cours influent et influenceront sur nos représentations, comment les courants souterrains charrient un grand nombre d'images qui se frayent un chemin dans notre imaginaire, en positif comme en négatif. C'est sur cette dimension que joue le personnel politique, alimentant les peurs et les ressentiments, afin de nier toute familiarité avec celles et ceux que l'on nous désigne comme des ennemis. Leïla Sebbar, quant à elle, fidèle à ses engagements, travaille obstinément ces images, ces mots qui doivent relier les peuples au lieu de les opposer.

Et la lecture des œuvres de langue arabe traduit une étonnante proximité de thèmes et d'image. C'est particulièrement sensible avec la poésie, qui occupe une place quotidienne dans la société arabe sans commune mesure avec ce que nous connaissons en

Le Dîwân de la poésie arabe classique

Poésie/Gallimard, 6,70 €

Europe par exemple. Elle dessine bien un territoire humain qui excède toutes les frontières matérielles et administratives. Dans ce volume de la collection Poésie/Gallimard, la préface d'Adonis – poète contemporain syro-libanais – constitue une bonne introduction à la poésie classique. Il en expose de façon concise toutes les richesses et les subtilités : l'érotisme, la rébellion, l'étonnement... Et marqués par les discours réducteurs qui ont envahi l'espace public, nous nous étonnons à notre tour de lire sous la plume du poète Thûma al-Kilâbi : « Que soit bénie l'œuvre de Satan / Si mon amour procède de cette œuvre » – vers qui font inmanquablement songer aux *Litanies de Satan* de Baudelaire. Ou encore, dans la bouche d'Al-Ma'arri : « La jeunesse est une flamme, hâte-toi de satisfaire / Tes désirs car le temps l'éteint » – et cette fois, c'est Ronsard qui nous vient à l'esprit. La poésie se révèle une arme pertinente contre l'abrutissement généralisé auquel conduisent inmanquablement les théories du « choc des civilisations ». En conclusion, je vous livre mes vers préférés, à méditer dans cette période troublée où il est difficile de maintenir le cap

et où l'exégèse de nos illustres prédécesseurs ne peut nous donner de réponse toute faite : « À la lumière de nos aïeux nous marchons. / Elle nous éclaire comme les étoiles de la nuit guidant le marcheur ». Ces mots d'Al-Hutay'a auraient pu figurer en exergue des ouvrages de notre camarade Bensaïd !



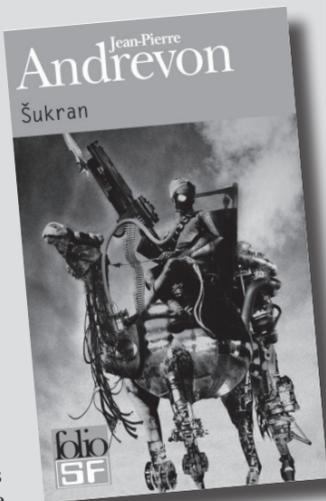
Une touche de science-fiction

Sukran, Jean-Pierre Andreuon

Folio SF, Gallimard, 7,30 €

Roland Cacciari, le héros de ce roman, est un « démobilisé », un type qui s'est engagé dans l'armée et a participé à une croisade militaire au Moyen-Orient. Il est rentré avec les débris du corps expéditionnaire français, après la dérouillée prise par les troupes occidentales. Alors, avec la crise et le chômage, comme beaucoup de gars comme lui, Roland gagne sa croûte en jouant de la musique à la terrasse des bistrotts de Marseille. Tout en essayant d'éviter les mauvais coups. Et puis, à la suite d'une bagarre, c'est l'aubaine : on lui propose un poste de veilleur de nuit dans une grosse boîte spécialisée dans les nouvelles technologies. Un salaire, par les temps qui courent, ça ne se refuse pas, même si le type qui vous le propose n'a pas l'air très réglo...

Magouilles, drogues et bastons, dans un Marseille futuriste peu à peu englouti par la montée des eaux et la pollution : voilà les ingrédients d'un bon roman, à cheval entre le polar et la science-fiction. Écrit il y a vingt ans, il n'a pas pris une ride !



Pour finir, une bande dessinée

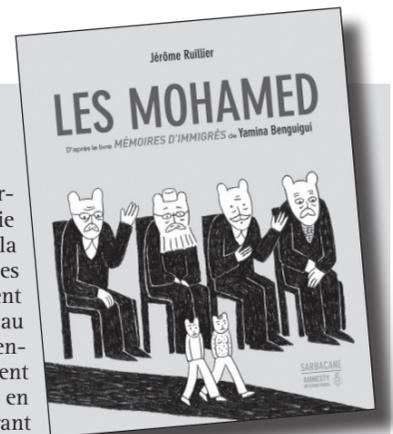
Les Mohamed, Jérôme Ruillier

Sarbacane, 25 €

Cette bande dessinée arrive à point nommé : publiée au mois d'avril dernier, elle vient opportunément rappeler la place de l'immigration dans le quotidien français (« étroitement imbriquée avec l'histoire et l'économie de la France »), cela à un moment où le gouvernement agit en tous sens l'épouvantail de la déferlante migratoire qui ferait suite aux révolutions arabes. L'auteur fait d'ailleurs explicitement référence aux discours xénophobes dès les premières pages : « Il y avait quelque chose dans l'air... ça revenait par vagues, inlassablement... il faut toujours des boucs émissaires... pour réveiller en nous ce qu'il y a de pire... à cause de notre ignorance ». Pour comprendre, pour résister, il se replonge dans le livre de Yamina Benguigui, qui avait fait suite à son documentaire *Mémoires d'immigrés*. La réalisatrice signe d'ailleurs la préface de l'ouvrage. Celles et ceux qui connaissent ce documentaire retrouveront sa structure formelle, en particulier le découpage en trois parties (les Pères, les Mères, les Enfants) et l'effacement du narrateur devant les témoignages. Ce n'est donc pas tant sur le fond que réside l'originalité de cette bande dessinée que sur le ton et le style adoptés par Ruillier. Entre la mise en dessin des témoignages, l'auteur intercale ses réflexions et certaines scènes de son quotidien : la scolarisation de sa fille Sara, trisomique, ses rencontres avec les parents d'élèves à la sortie de l'école, dont bon nombre sont « issus de l'immigration », son rapport à son père, qui

était dans l'armée en Algérie au moment de la guerre... Tous ces éléments servent de contrepoint au travail documentaire, et viennent l'enrichir, tout en en démontrant l'importance et la

portée – comme quand l'auteur raconte une soirée de témoignages en Isère à laquelle il a assisté, et où un vieil homme confie : « Si un jour on m'avait dit que des Français se déplaceraient pour m'écouter parler... je ne l'aurais jamais cru ! ». Et plane dès les premières planches l'ombre d'un grand bonhomme noir et menaçant, incarnation de ces peurs redoutables tapies dans les recoins de la société, ces monstres qui profitent du sommeil de la raison. L'ensemble est porté par un choix graphique audacieux, qui peut déconcerter dans les premières pages ; loin de tout réalisme, l'auteur adopte un trait « naïf », qui peut faire penser aux dessins d'enfants au crayon à papier : des bonshommes et des bonnes femmes dans une structure graphique très épurée. Et tout d'un coup, il devient possible d'aborder l'ensemble de ces questions avec des enfants, de suivre avec eux les histoires de ces hommes et de ces femmes qui d'ailleurs sont d'ici !



LIVRES À COMMANDER À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE

27 rue Taine 75012 Paris

www.la-breche.com

Tél. : 01 49 28 52 44

Fax : 01 49 28 52 43

Port offert avec cet article.

Préciser nom et adresse, merci.

En complément de cette sélection de romans

Des dossiers sur les révolutions arabes ont été publiés dans *Tout est à nous ! la revue* n° 18, janvier 2011 (4 euros) et *Tout est à nous ! la revue* n° 20, avril 2011 (4 euros).

Vous pouvez vous les procurer en envoyant un chèque à l'ordre de NSPAC à : *Tout est à nous !*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex.

Par ailleurs, le dernier numéro du mois de juillet de *Tout est à nous ! hebdo* sera tout entier consacré aux révolutions arabes. Il sortira le 28 juillet 2011. À ne pas manquer !

MARTINE AUBRY CANDIDATE

Une gauche d'accompagnement

Martine Aubry, officiellement candidate aux primaires socialistes pour les présidentielles, passe pour la candidate de « la gauche du PS ». Une appréciation très relative...

Dans le petit monde de la politique professionnelle, une information chasse l'autre : les derniers rebondissements de l'affaire Strauss-Kahn ont failli éclipser l'ouverture formelle du processus des primaires socialistes et l'annonce par Martine Aubry de sa volonté de se présenter à l'élection présidentielle. DSK n'étant – momentanément? – plus dans la course, le premier défi d'Aubry est de refaire le retard qu'elle a par rapport à François Hollande. Pour cet objectif, il semble qu'elle puisse compter sur quelques alliés au sein de l'appareil socialiste... ce qui est la moindre des choses lorsqu'on en est la première secrétaire!

Par contre, la présence parmi ses supporters des sensibilités qui se réclament de la « gauche du PS » interpelle. Mais il est vrai que, dans une telle compétition, tout est relatif... À la différence de Strauss-Kahn, Aubry n'a pas été à la tête du Fonds monétaire international. Contrairement à Hollande, elle ne considère pas qu'il faille promettre le moins possible puisque, de toute façon, une fois parvenus à nouveau au pouvoir, les socialistes disposeront de marges de manœuvre tellement restreintes que mieux vaut ne pas semer trop d'espoirs. De là à en faire la porte-voix d'une gauche décomplexée! Car ni son itinéraire politique ni son action récente à la tête du PS ne permettent de nourrir trop d'illusions.

« La dame des 35 heures »

Martine Aubry est souvent identifiée – surtout dans les critiques venues de la droite... – aux deux lois sur les 35 heures, prises par le gouvernement Jospin en 1998 et en 2000. Et, de fait, les attaques virulentes contre « la dame des 35 heures » ont puissamment contribué à façonner son image « de gauche ». Mais, en réalité, ces critiques récurrentes viennent nettement plus de la droite... que du patronat. D'ailleurs, lors de chaque nouvelle offensive de la droite dure clamant qu'il faut « revenir sur les 35 heures », le patronat se fait étonnamment discret! Au-delà des polémiques convenues, bien peu de dirigeants d'entreprises – du moins parmi ceux du CAC 40 et des grandes entreprises multinationales, c'est-à-dire celles qui comptent vraiment... – croient réellement que les 35 heures à la mode Jospin et Aubry ont « ruiné la compétitivité des entreprises françaises »! Naturellement, ces grands patrons sont viscéralement hostiles à toute réglementation et à tout cadre



(PHOTO: THÉÂTRE ROUGE/JMB)

juridique qui limite leur « liberté d'exploiter ». Si les lois Aubry avaient, en leur temps, provoqué un clash avec le Centre national du patronat français (CNPFP, ancêtre du Medef) et la démission de son président, Jean Gandois, c'était moins pour leur contenu que leur caractère obligatoire et « uniforme ». Martine Aubry et Jean Gandois étaient d'ailleurs de vieilles connaissances : la première avait été directrice-adjointe de Pechiney lorsque le second en était le PDG...

Vu du monde du travail, le bilan des 35 heures est pour le moins contrasté. Les couches supérieures du salariat y ont sans doute gagné en temps libre (les fameuses RTT), souvent en contrepartie d'une intensification du travail et du stress. Mais, pour l'essentiel du salariat – ouvriers et employés – le prix de la diminution du temps de travail a été ce que les élites appellent la « modération salariale ». Autrement dit la stagnation, voire la régression du pouvoir d'achat. Comment s'étonner ensuite du succès, au sein du monde ouvrier, de la démagogie d'un Sarkozy avec son « travailler plus pour gagner plus »? Et puis, surtout, les 35 heures ont été l'occasion rêvée de flexibiliser à outrance le temps de travail, à la semaine, au mois, voire à l'année. Cette « modernisation » de l'organisation du travail ne pouvait que combler un patronat depuis toujours vent debout contre les « rigidités du code du travail ». Et, de fait, les faibles barrières protectrices qui fixaient les durées maximum de travail et les temps de repos ont volé en éclats : désormais, le rythme et le cadencement du

travail dépendent exclusivement du carnet de commandes et de ses variations, ainsi que des exigences de la production en flux tendu. Ainsi, la réduction du temps de travail a été assimilée au blocage des salaires et à la dégradation des conditions de travail. Ou comment le PS, avec Aubry, a réussi à gâcher une idée formidable...

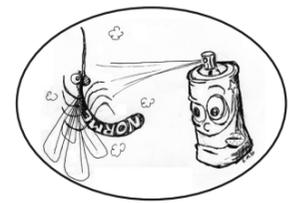
Ménager la chèvre et le chou

Les années passent, mais la méthode demeure : ainsi en est-il des propositions sur les retraites, qui occupent une place de choix dans le projet socialiste pour 2012 dont Martine Aubry a été la véritable cheville ouvrière. Il est clairement indiqué – et Martine Aubry n'oublie jamais de le rappeler – « nous rétablirons l'âge légal de la retraite à 60 ans ». Par contre, il n'est pas envisagé de revenir sur les augmentations successives des annuités de cotisations nécessaires pour une retraite sans pénalités financières. Le projet socialiste prévoit explicitement que « la durée de cotisations peut évoluer dès lors que la question de l'emploi des seniors et la prise en compte de la pénibilité font l'objet de mesures effectives ».

En fait, comme les autres dirigeants du PS, Martine Aubry espère que, dans le discours socialiste, le Medef retiendra « évolution » de la durée de cotisations, pendant que les couches populaires entendront : retour de l'âge légal à 60 ans!

François Coustal

Normicides



Je n'aime pas le champagne, à cause des bulles ; en revanche, j'aime bien le vin blanc. Je peux boire du champagne, ça ne me dégoûte pas, mais je préfère largement un verre de chablis ou de gewurztraminer. Je n'y peux rien, c'est comme ça. Je n'aime pas non plus faire du ski, mais j'aime bien randonner dans la neige en raquettes. Je peux quand même faire un effort et aller skier, parce que je n'en ai pas une aversion, mais je n'en tire aucune satisfaction. Je n'y peux rien, c'est comme ça. De même, je n'aime pas la peinture baroque, mais j'aime bien la peinture contemporaine. Pas de blocage indépassable, pas de violence ; je peux aller au Louvre sans problème. Mais je n'aime pas Rubens, alors que j'aime beaucoup Banský. Je n'y peux rien, c'est comme ça. Je n'aime pas mes parents, mais j'aime bien mes frères. Il n'y a pas eu de rupture violente, pas de clash ni de haine entre mes parents et moi. Je peux aller les voir, passer un Noël en famille sans subir de traumatisme profond, mais je ne prends aucun plaisir à partager des moments de ma vie avec mes parents. Je n'y peux rien, c'est comme ça. Et ne pas aimer mes parents ne me pose pas de problème, tout comme ne pas aimer le champagne, ni le ski, ni Rubens.

CherE lecteur-lectrice, si toi aussi tu en as marre qu'on voie ton nez au milieu de ta figure, si tu ne veux plus culpabiliser quand tu ouvres ton frigo ou que tu oublies la fête des mères, bref si tu as repéré une norme qui te pourrit l'existence, ton témoignage est le bienvenu. Envoie-le à la rédaction de Tout est à nous ! qui le transmettra à l'équipe Normicides.

Le normicide est un texte court qui raconte une expérience individuelle, donc subjective, sans prétendre au traitement exhaustif du sujet abordé. Il ne s'agit pas de créer des contre-normes, mais de déconstruire avec impertinence celles qui nous cernent, et d'inviter chacunE à l'autodétermination. Soumis à la réflexion collective, il devient politique. Les textes sont retravaillés et assumés par l'équipe Normicides, c'est pourquoi ils ne sont pas signés individuellement.

Rencontres féministes à Évry

Nous publions le compte-rendu des rencontres féministes d'Évry qui ont eu lieu les 2 et 3 juillet et auxquelles la commission féministe du NPA n'a pu se rendre.

Les principales associations féministes se sont réunies les 2 et 3 juillet à Évry (Essonne) pour les premières rencontres d'été « Féministes en mouvements ». On n'avait pas vu ce type de rencontre depuis plus de dix ans. Dès l'ouverture, à l'université d'Évry, l'amphithéâtre était plein à craquer. Selon les organisatrices, 600 militantes et une poignée de militants ont fait le voyage, un bon tiers venant des régions, dont une majorité de jeunes, preuve que le mouvement est bel et bien en train de vivre un certain renouveau. Organisées à l'initiative de l'association « Osez le féminisme ! » (OLF), ces rencontres étaient notamment l'occasion de faire entendre la voix des féministes avant l'élection présidentielle, et de réclamer l'inclusion de propositions pour l'égalité homme-femme dans les différents programmes politiques.

Après avoir débattu samedi de thèmes comme les images sexistes dans la publicité, le viol, les salaires et l'école, les participantEs ont abordé dimanche des sujets tels que l'avortement, la prostitution et la parité en politique. Lors des deux débats sur le « système prostituteur » tenus samedi et dimanche, la revendication de pénalisation du client a émergé de façon unanime. Il a été précisé que cette revendication, primordiale car normative (posant l'interdit de

la violence prostitutionnelle), devait néanmoins être accompagné de trois autres mesures (éducation, alternatives proposées aux personnes prostituées, répression des réseaux proxénètes) et prendre ainsi modèle sur les 30 propositions préconisées dans le rapport Bousquet demandant lui aussi la pénalisation du client au sein d'une loi cadre. La question de la pornographie, entendue comme de la prostitution filmée et photographiée, a également été abordée dans l'atelier de dimanche et l'application stricte de la loi sur le proxénétisme à l'industrie pornographique a été demandée, non une quelconque censure. On a senti ce week-end une détermination dont le moralisme était bel et bien absent, n'en déplaisent aux détracteurs du féminisme. Au contraire, la campagne « osez le clito ! » lancée par OLF a donné lieu à un atelier sur la sexualité où l'on avait peine à trouver une place, ce qui témoigne de la pertinence de cette question « politique » comme le désignait l'intitulé de l'atelier.

Parmi les mesures réclamées par les associations figurent entre autres le rétablissement d'un ministère d'État des droits des femmes, la régularisation des sans-papiers, le développement du service public de la petite enfance, la parité effective, l'accès libre et gratuit à la contraception et à l'IVG, l'égalité salariale, la lutte renforcée contre

toutes les violences faites aux femmes ou encore le droit d'asile aux victimes de violences sexistes ou sexuelles dont les femmes victimes du système prostituteur.

On peut cependant regretter des formules parfois vagues et consensuelles, insuffisamment assorties de propositions précises, ce que le collectif d'associations reproche justement aux programmes des partis politiques. Cette lacune pourrait être comblée si le mouvement poursuivait sa dynamique dans les mois à venir.

Les médias étaient présents, espérant entendre parler de l'affaire DSK, à laquelle ces rencontres doivent peut-être aussi un peu de leur succès ; ils furent sans doute déçus. La porte-parole d'OLF a simplement fait une rapide mise au point à la fin du week-end : « Ce qui nous a fait réagir, ce n'est pas ce qui s'est passé... ou pas, à New York : la justice américaine en décidera. Ce qui nous a mis en rage, ce sont les propos et les blagues machistes qui ont suivi ». De façon générale, on peut se réjouir de la qualité des différents ateliers et du dynamisme du mouvement féministe tel qu'il s'est manifesté ce week-end. Gageons qu'il fera encore bientôt parler de lui.

Stéphanie Cordellier, militante féministe

Facteurs, usagers, même combat!

Depuis le 17 mai, les facteurs de Velaux, Coudoux et Ventabren (Bouches-du-Rhône) sont en conflit avec la direction de La Poste. Elle a décidé de les délocaliser à Rognac pour les premiers, à Velaux pour les autres. La route qu'ils devront emprunter six jours sur sept en scooter pour se rendre à leurs tournées (en moyenne 14 km aller/retour) est particulièrement dangereuse, avec un accident grave de deux roues par mois. Les facteurs refusent de mettre leur vie en danger sur l'autel de la rentabilité!

De plus, cette délocalisation entraînera dans un avenir proche la fermeture des guichets de Coudoux et Ventabren, transformés au mieux en agences postales communales, où l'activité se résume à seulement quelques opérations. Nombre d'usagers devront se déplacer à Velaux ou Rognac, pour ceux qui le peuvent. C'est bel et bien une politique de désertification du service public postal que La Poste met en place, en vue de dégager un maximum de bénéfices pour ses futurs actionnaires privés! En soutien à la lutte des postiers, des comités d'usagers se sont créés, et des élus participent activement. Des manifs, débats publics, blocages ont été et seront encore organisés. Une votation citoyenne a eu lieu samedi 2 juillet: plus de 25% de votants, dont plus de 99% d'entre eux pour le maintien des facteurs et des bureaux de poste dans leur commune!

Cette mobilisation des facteurs et de la population est exemplaire. Rien n'est inéluctable si nous luttons tous ensemble!

Yann Remlé, facteur à Velaux

Fête réussie à Saint-Denis!

Le comité NPA de Saint-Denis a organisé samedi 2 juillet son premier débat festif, annoncé dans notre réseau de sympathisants et le milieu militant. C'est un beau succès en ce début de période de vacances scolaires. Plus de 150 personnes sont passées boire un verre, discuter, écouter et danser avec le groupe La Rabia qui a tenu la scène près de deux heures. Une soixantaine de personnes ont participé à la projection du documentaire de Chris Den Hond sur les processus révolutionnaires en Égypte et à Barhein, suivi d'un débat animé par Wafa Guiga et Alain Baron de la commission Maghreb. Jamais le comité NPA n'avait réuni autant de monde dans la ville. TouTEs les participantEs étaient contentEs de cette occasion de réunir les différents réseaux militants actifs sur la ville: militantEs Sud et CGT de l'interpro de l'automne dernier, coordination des sans-papiers, comité antiraciste, Réseau solidarité logement, Collectif santé, militants associatifs du Peuple de la gare, d'Alternative libertaire, du PCF ou de la FASE. La preuve par l'expérience que la fête du NPA, c'est utile!

Comité NPA de Saint-Denis

Collectif contre la loi Bachelot

Le collectif «Notre santé en danger» qui avait organisé les mobilisations contre la loi Bachelot Hôpital patients santé territoires (HPST) le 2 avril 2011, a tenu samedi 2 juillet une réunion nationale pour faire le point sur les mobilisations en cours et envisager les suites à donner. Étaient présents syndicats (CGT, FSU, Solidaires), partis (PCF, PG, NPA, Alternatifs, PCOF), divers collectifs dont ceux sur le droit à l'IVG et associations. Le PS était présent pour dire qu'il ne pouvait s'engager...

Il faut dire que l'actualité est chargée: les agences régionales de santé (ARS) organisent partout la casse de l'hôpital public, la privatisation au prétexte de collaboration public-privé. Le gouvernement, lui, annonce des mesures inacceptables sur la dépendance.

Une des attaques les plus symboliques concerne les droits des femmes puisque de graves menaces pèsent sur la maternité des Lilas en région parisienne où sévit à l'ARS Claude Évin, ancien ministre socialiste de la Santé, qui remet en cause le projet de reconstruction de cet établissement: une maternité emblématique du droit à accoucher dans des conditions d'accompagnement humain, de qualité, et un centre d'IVG indispensable réalisant environ 1 300 interventions par an.

Cependant notées mobilisations ont imposé des reculs au pouvoir dans de nombreux endroits: maintien des activités de la maternité de Decazeville, réouverture de la radiothérapie de Guéret, maintien de la chirurgie cardiaque à l'hôpital Henri-Mondor à Créteil, centre IVG de Tenon...

La lutte pour la défense du service public de santé continue donc: la perspective dès la rentrée d'organiser la mobilisation à l'occasion de l'examen du projet de loi de financement de la Sécurité sociale en octobre a été retenue dans son principe.

Air France: les luttes décollent

Depuis plusieurs semaines, les grèves et les débrayages se multiplient dans plusieurs secteurs de la compagnie Air France.

La direction d'Air France/KLM a tiré profit de la courte crise du trafic aérien pour accélérer le «business plan» vanté aux actionnaires: 10% des emplois au sol ont été supprimés dans le groupe en trois ans, soit près de 8 000 emplois. En même temps l'activité augmentait de 3% malgré la crise. Effets directs: baisse nette des effectifs dans les aéroports (piste et comptoirs), dans les services commerciaux avec un développement de la sous-traitance... et des milliers d'emplois supprimés dans l'ensemble des services administratifs. Tout cela entraîne une dégradation brutale des conditions de travail, malgré le recours croissant aux services électroniques. Parallèlement, les augmentations de salaires depuis deux ans sont en retrait de plus de 2% par rapport à l'inflation calculée par l'Insee.

Les résultats annoncés début mai montrent bien que, malgré la «crise», la direction a refait sa pelote. Quant au directeur général, Pierre-Henri Gourgeon, il a été généreusement augmenté de 412 500 euros (soit 45,8%!).

Dans le secteur de la maintenance - 9 000 salariés - le mouvement a démarré il y a plusieurs mois par un mouvement des mécanos moteurs de Roissy, avec le soutien de SUD Aérien et de la CGT, pour obtenir 50 points (plus de 300 euros brut) comme reconnaissance de leurs qualifications.

Le 13 juin, des mécanos piste de Roissy, qui dépannent et contrôlent les avions entre deux vols, démarraient pour 32 points, avec le soutien d'un syndicat corporatiste des mécanos, affilié à l'Unsa. La revendication était avancée comme la contrepartie des responsabilités qui pèsent sur les mécanos lorsqu'ils signent les dossiers de remise en service. Cette responsabilité est partagée par tous ceux qui travaillent dans la chaîne avion. Aussi le mouvement s'est propagé, à l'appel des deux premiers syndicats de la direction industrielle, CGT et SUD Aérien, à l'ensemble des salariés.

En quinze jours, de nombreux avions ont été cloués au sol, des vols supprimés. Mardi dernier, plus de 300 agents se sont rassemblés et ont manifesté devant le siège de la compagnie. À deux reprises, les grévistes ont bloqué les portes de l'usine équipements de Villeneuve-le-Roi (Val-de-Marne). Le mouvement se durcit, la direction cherche à sanctionner des salariés... et aujourd'hui l'Unsa veut casser l'élargissement à tous les métiers de l'industriel, mécontentant ses propres adhérents de ces secteurs. L'enjeu va être de maintenir l'unité de tous.

Au commercial France (vente à distance, help service internet...), qui emploie 2 000 salariés, le point de départ a été l'annonce en avril du passage à la sous-traitance de



(PHOTO THÈQUE ROUGE/JMB)

plusieurs activités. Pendant plus d'un mois, aucun syndicat «représentatif» du secteur n'a organisé de riposte ou même d'heures d'information. La mobilisation est venue directement des salariés de Montreuil et des services de province, organisés en réseau par internet, diffusant les informations que filtraient les principaux syndicats. Seul SUD Aérien a alors lancé le mouvement, mais avec l'appui de délégués et syndiqués CGT et FO, notamment: heures d'infos sauvages, grève le 6 juin. Du coup, l'ensemble des syndicats a appelé à la grève le 14 juin... mais sans aucune suite. La CGT a même réussi à dissuader ses sections de province de faire grève le 1^{er} juillet avec SUD Aérien. L'ensemble de ces mouvements témoigne de la combativité montante, du mécontentement face aux attaques tous azimuts de la direction. Mais il témoigne aussi de la passivité, voire de la complicité directe de la plupart des directions des syndicats du groupe.

Correspondant

Industries graphiques: l'été des soldes?

Alors que le mois de juin a été ponctué par de nombreux arrêts de travail tant en presse quotidienne nationale que dans le labeur, l'été s'annonce lourd de menaces pour toutes les branches de la profession.

Les 80 salariés de Déjà GLMC (Val-d'Oise) espèrent un repreneur alors que leur imprimerie spécialisée dans l'affiche grand format est mise en liquidation. Mais la situation semble plus désespérée dans deux groupes majeurs: Laski à Tours et Circle Printers en Île-de-France.

À Tours, malgré les journées de grève et de mobilisation du personnel, Gibert Clary Rotatives est mis en liquidation avec ses 97 salariés. Mame Imprimeurs espère encore un repreneur pour ses 140 salariés mais...

En Île-de-France, les anciens du groupe Quebecor (maintenant Circle Printers) payent l'absence d'investissement par le puissant groupe mondial qui a déjà liquidé une grosse moitié de ses activités en France en quelques années. Sur les sites de Mary-sur-Marne, Pontaut-Combault (Seine-et-Marne) et Corbeil (Essonne) l'administrateur judiciaire a proposé un plan comprenant de

gros reculs sociaux et 200 licenciements. Par référendum, les salariés ont repoussé le plan qui menace dorénavant de vendre les différents sites séparément ouvrant toutes les craintes sur l'avenir de l'unité de routage possédée à 50% par Circle Printers. Enfin le groupe Inter-routage/Leval se lance dans des suppressions de postes par vagues de neuf pour éviter un plan social (à partir de dix), et prépare un regroupement des deux entreprises sur le site d'Aubervilliers (Seine-Saint-Denis) malgré les efforts des élus CGT. En presse quotidienne, dix-sept postes sont supprimés à la rédaction de *la Tribune* et 35 emplois sont liquidés dans le portage du titre, causant plusieurs jours de grève. *Le Monde* a été bloqué à plusieurs reprises pour défendre l'existence même de l'imprimerie à Ivry (Val-de-Marne). Le plan actuel de la nouvelle direction laisse 140 salariés sur le carreau.

Enfin, début juillet, la destruction d'un acquis démocratique issu de la Résistance cause 48 heures d'arrêt de la presse parisienne. La loi Bichet de 1947 assurait en effet une distribution égale pour tous les titres afin d'offrir au lecteur le pluralisme

des opinions. Les états généraux de la presse voulus par Sarkozy en ont décidé autrement: l'aide aux journaux doit dorénavant se concentrer sur ceux qui gagnent de l'argent. Paradoxe puisque ce sont précisément les autres, représentant parfois des idées minoritaires, qui en toute logique ont besoin d'être soutenus au nom de la démocratie! Les sénateurs Legendre (UMP) et Assouline (PS) l'ont transcrit dans leur projet de loi. Sous pression de la CGT, les députés PS font tardivement machine arrière. Reste que la majorité UMP se fera sans doute une joie de briser l'esprit coopératif de la distribution que l'Europe entière nous envoie. D'autant qu'au passage on annonce un nouveau plan de restructuration chez Presstalis (ex-NMPP) avec 85 suppressions de postes.

Pourtant des solutions existent en mordant sur les profits des grands groupes. Notamment par le retour des travaux délocalisés pour cause de dumping social (dont le coût écologique est considérable) et en refondant un véritable pluralisme autour d'un pôle public d'impression et de distribution.

Jean-Yves Lesage

Grève au ministère du Travail

À l'appel de l'intersyndicale CGT-SUD-FSU-Unsa-CFDT-FO, les agents du ministère du Travail (inspection du travail et services de l'emploi) ont observé une journée de grève le 28 juin et se sont rassemblés, en province comme à Paris. Les taux de grévistes ont été particulièrement élevés (50% par endroits).

Cette journée de grève suit l'organisation dans les services, les jours précédents, d'initiatives très suivies de recueil des doléances des agents, dont les missions subissent de plein fouet les effets de plusieurs réformes successives (dont la RGPP2) mises en œuvre de façon particulièrement brutale: suppressions de postes, externalisation de services entiers, accroissement de la pression hiérarchique et de la politique du chiffre sans lien avec la demande des usagers reçue quotidiennement, subordination de l'inspection du travail aux priorités pro-patronales et xénophobes du gouvernement, incertitudes

sur le devenir des missions (les services publics de renseignement en droit du travail et l'inspection du travail font partie des «chantiers» de la RGPP2 qui doivent déboucher sur de nouvelles mesures d'ici la fin de l'année). Elles entraînent la destruction progressive des collectifs de travail, la rupture du lien avec les usagers et au final la remise en cause du sens même des missions, qui devraient viser à assurer la protection des droits des salariés et l'insertion des chômeurs.

Le suicide, début mai, de Luc Béal-Rainaldy, inspecteur du travail et militant syndical, a agi comme un révélateur de la dégradation des conditions de travail, de la pauvreté des moyens pour exercer des missions essentielles à la défense des travailleurs, de la souffrance des agents et du mépris des directeurs et du ministre. La parole se libère, bien au-delà des cercles militants habituels, mais le ministère, qui affiche une prétendue

priorité à la prévention des risques dits psychosociaux dans les entreprises, continue de nier la présence même de situations de souffrance pour ses agents! Le mot d'ordre central de la mobilisation est de dire «stop» à cette machine qui démolit le service public et ses agents.

Pour répondre à la multiplication des initiatives et des mobilisations locales, les militants du NPA, avec d'autres, ont poussé, dans les organisations syndicales où ils militent, à leur centralisation par la grève, tant les actions engagées ces dernières années ont souffert de leur dispersion, sans perspective nationale. Il s'agit maintenant de ne pas faire retomber la mobilisation, de l'ancrer localement et de trouver les voies qui permettront de l'amplifier dès la rentrée, en lien avec les autres services publics confrontés à la même politique.

Comité NPA inspection du travail-emploi Île-de-France

Dignité et solidarité !

À l'heure où ces lignes sont écrites, le *Dignité Al-Karama* flotte vers Gaza, avec à son bord une douzaine de militantes et militants politiques, syndicalistes et associatifs, dont Annick Coupé de Solidaires et notre camarade Olivier Besancenot. Quelle que soit l'issue du voyage, et même si nos camarades n'atteignent pas leur destination, leur départ de Grèce constitue un formidable pied de nez à tous ceux (et ils sont nombreux !) qui par leurs actions, leurs paroles, ou leurs silences sont complices de l'état de siège que subit la population palestinienne de Gaza. En premier lieu, le gouvernement «socialiste» grec qui a choisi son camp, celui des amis d'Israël dont les pressions ont payé puisque les autres bateaux à destination de Gaza ont tous été officiellement interdits de départ par les autorités. Un capitaine canadien a ainsi été arrêté pour avoir tenté de quitter le port de Pirée. Comble d'hypocrisie, les autorités grecques, dont tout le monde sait qu'elles entretiennent des relations privilégiées avec Israël, prétendent que leur intervention n'avait pour but que de «protéger les passagers de la flottille». Pied de nez également pour les barbouzes israéliens qui, malgré les sabotages et intimidations divers, n'ont pu empêcher ce départ médiatisé. Pied de nez enfin au gouvernement français qui, par la voix de François Fillon puis du porte-parole du Quai d'Orsay Romain Nadal, juge que le départ



d'une nouvelle flottille «ne peut qu'attiser les tensions». L'offensive contre la flottille s'est jouée à plusieurs niveaux : campagne médiatique bien sûr, dénonçant les participants comme des «extrémistes à la solde du Hamas», sabotages divers comme celui du bateau irlandais, mais aussi une série de manœuvres politiques, la première étant sans doute la pression mise sur les gouvernements pour qu'ils interdisent eux-mêmes le départ des bateaux. La deuxième manœuvre a été l'autorisation de réouverture du terminal de Rafah, point de passage entre l'Égypte et Gaza. Cette réouverture, annoncée partout à grand renfort de reportages télévisés et autres articles de presse, ne pouvait pas se faire sans l'accord d'Israël. Encore faut-il lire les petites lignes du contrat, non accessibles au grand public. Certes les femmes et les enfants peuvent faire la queue

au terminal pendant des heures pour franchir la frontière, mais aucun homme de moins de 45 ans et, surtout, aucune marchandise ne sont autorisés, ni dans un sens ni dans l'autre ! La bande de Gaza est donc toujours sous embargo, les seuls points de passage des marchandises étant contrôlés par les forces d'occupation israéliennes. Le blocus imposé à la population de Gaza, dont le seul tort a été d'être élu démocratiquement une majorité de députés qui a déplu à l'Europe, aux USA et à Israël, est tout simplement insupportable humainement. Pour nous, militants internationalistes, soutenant la juste lutte de libération nationale du peuple palestinien, il ne saurait être question de se plier aux diktats d'Israël et de ses complices. Nous revendiquons le droit de visiter nos amis palestiniens de Gaza, sans demander la permission à l'armée d'occupation ! L'immense espoir levé par

les révolutions arabes s'est étendu à toute la Palestine, comme l'ont montré les manifestations commémoratives de la Naqba. Réfugiés du Liban, d'Égypte, de Syrie, de Jordanie, «Palestiniens de 48», c'est tout un peuple qui est mobilisé pour exiger son droit au retour, la fin des colonies et l'autodétermination. Il nous faut intensifier le soutien au combat du peuple palestinien, notamment à l'occasion de la session de septembre de l'ONU où la question de la reconnaissance d'un État va être débattue. Sans nous faire aucune illusion sur cette échéance, la première exigence que nous devrions porter devrait être la levée totale du blocus de Gaza ! Le 8 juillet, une mission de plusieurs centaines d'internationaux atterrira à Tel Aviv, pour se rendre ouvertement en territoire palestinien. À Gaza et en Cisjordanie, la lutte pour la dignité et la liberté continuent.
Alain Pojolat et Mireille C.

Secteur auto : construire la riposte

La publication par la CGT du plan de restructuration des sites français et espagnol a mis en évidence la politique de casse de l'emploi et d'aggravation des conditions de travail prévue par la direction du groupe PSA. D'un côté, la fermeture programmée des trois sites d'Aulnay, de Sevelnord et de Madrid, de l'autre, le travail du week-end, l'accélération des cadences à Poissy, le travail de nuit à Rennes. La misère pour des dizaines de milliers de travailleurEs d'un côté, le mépris de la santé de l'autre. Les usines concernées par les fermetures sont situées dans des régions déjà fortement touchées par le chômage et la misère. Le groupe PSA a la volonté d'appliquer son

plan quelles que soient les conséquences sociales. Tout au plus les échéances électorales et les aides gouvernementales peuvent-elles modifier à la marge les conséquences immédiates. L'État, en plus de l'envoi de ses flics, peut bien décider d'octroyer quelques financements pour des ré-industrialisations ou sauvegardes de l'emploi bidons. Seule la mobilisation des travailleurEs peut imposer d'autres solutions. Une mobilisation de l'ensemble des salariéEs du groupe PSA, de la filière automobile, de toutes les régions concernées. Nous devons rejeter le poison nationaliste distillé par le Front national, qui peut influencer certains salariés et syndicats. Certes pour le moment les salariéEs

sont partagés entre le doute sur la réalité des intentions de la direction, la possibilité de profiter de départs anticipés, et s'interrogent sur notre capacité à faire reculer PSA. Profitons de toutes les initiatives pour construire le combat autour des revendications unifiantes : interdiction des licenciements, zéro suppression d'emplois, réduction du temps de travail, non au travail de nuit et de week-end, non aux accélérations des cadences, retraite à 60 ans pour tous et à 55 ans pour les métiers pénibles. Ce sont ces revendications que nous défendrons ce jeudi 7 juillet à Valenciennes, dès 10 heures pour partir en manif.

Robert Pelletier

brèves de campagnes...

M-real : mobilisation réussie !

Immense barnum et barbecues fumants, sono et banderoles «interdisons les licenciements !...» Le 30 juin, dès midi, le parking de l'usine M-real à Alisay (Eure) avait sa physionomie des grands jours de lutte, et la direction avait en l'espèce jugé approprié de ne pas invoquer son cher «droit de propriété»... La machine à papier est à l'arrêt, les délégations des usines papetières des départements environnants arrivent les unes après les autres, ainsi que celles des entreprises alentour. Bientôt les orateurs se succèdent : le maire PCF Gaëtan Levitre, Filipac, UD CGT, CFE-CGC, EÉLV, Christine Poupin pour le NPA, Guillaume Bachelay vice-président du conseil régional pour le PS, André Chassaing pour le PCF, puis notre camarade Thierry Philippot pour l'intersyndicale, qui a conclu par ces mots : «Ce qu'il nous faut, c'est une marche nationale pour l'emploi, une montée à Paris, pour exiger l'arrêt du baratin sur la réindustrialisation ! Pour exiger l'arrêt de tous les plans de licenciements, partout ! Pour exiger que l'État prenne ses responsabilités, reprenne

les entreprises dont les actionnaires ne veulent pas, les exproprie et donne aux salariés les moyens de continuer la production par eux-mêmes ! Pour exiger le remboursement de toutes les aides publiques reçues par les entreprises qui licencient !» La manifestation s'est ensuite ébranlée et c'est à 600 que nous avons remonté la nationale Rouen-Paris en déroulant d'immenses bobines de papier sur 4 km, créant un gigantesque bouchon. Rendez-vous est déjà pris pour d'autres actions au cours de l'été.

Fonderie MBF : première victoire

Mardi 28 juin, les 450 salariés de l'équipementier automobile MBF à Saint-Claude (Jura), en grève depuis cinq semaines, rejetaient massivement l'accord péniblement négocié à Paris entre les représentants du ministère de l'Économie et des Finances, de la direction du groupe Arche, des groupes automobiles donneurs d'ordre et des fédérations syndicales CGT, CFDT et FO ainsi que leurs représentants départementaux et locaux. Cet accord prévoyait notamment le remplacement

des 199 suppressions de postes par un plan de départ volontaire de 130 salariéEs, des investissements, des avances sur salaires pour compenser les 27 jours de grève, et maintenait la fermeture du site d'Étaples (Pas-de-Calais) et du bureau d'études. Mauvais perdant, le groupe Arche décidait alors de déposer un dossier de procédure de redressement judiciaire. Quatre ans après avoir pris la direction de la fonderie de Saint-Claude, le groupe abandonnait ainsi le site. Le tribunal de Lons-le-Saunier a désigné un administrateur pour six mois avec bilan dans deux mois et décidé du paiement immédiat des 30 jours de grève et du 13^e mois en juillet. La reprise du travail a été décidée lundi après-midi ainsi que la libération du stock gardé par les grévistes. Si PSA et Renault ont maintenu leurs commandes, la prochaine étape sera l'audience au tribunal de commerce de Lons-le-Saunier le 24 août. Forts de cette première victoire, les salariéEs attendent de pied ferme le prochain repreneur.

S'abonner à Tout est à nous !

Par prélèvement automatique

Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire **accompagné d'un RIB** à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard

- Hebdo (14 euros/trimestre)
 Hebdo + Mensuel (25 euros/trimestre)

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

- Hebdo (10 euros/trimestre)
 Hebdo + Mensuel (19 euros/trimestre)

J'autorise, par la présente, l'établissement teneur du compte à prélever sur ce dernier le montant des avis de prélèvements trimestriels établis à mon nom, qui seront présentés par :

ORGANISME CRÉANCIER :
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel
et de communication (NSPAC)
2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex
Numéro spécial d'émetteur : 554755

Titulaire du compte

Nom :
Prénom :
Adresse :
Code postal :
Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter

CODE ÉTABLISSEMENT : CODE GUICHET :

N° DE COMPTE :

CLÉ RIB :

Date :

Signature :

Établissement teneur du compte

Banque :
Adresse :
Code postal :
Ville :

Par chèque, à l'ordre de : NSPAC
2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM

Tarif standard

- Hebdo 6 mois 1 an
28 euros **56 euros**
Mensuel 6 mois 1 an
22 euros **44 euros**
Hebdo + Mensuel 6 mois 1 an
50 euros **100 euros**

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

- Hebdo 6 mois 1 an
20 euros **40 euros**
Hebdo + Mensuel 6 mois 1 an
38 euros **76 euros**

ÉTRANGER

Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31
ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org



Des enfants qui ont bon dos !

Il aura fallu attendre les premiers jours de juillet pour percevoir les futures attaques du gouvernement envers l'Éducation nationale ; Sarkozy et ses acolytes ne manquent pas d'idées destructrices ! Après la volonté désormais assumée de fracturer le corps enseignant en ne permettant plus aux futurs professeurs d'accéder au statut de fonctionnaire, ce sont les rythmes scolaires qui sont attaqués. En effet, le comité de pilotage de la Conférence nationale sur les rythmes scolaires a publié un rapport qui préconise le raccourcissement de deux semaines des congés scolaires d'été, en portant en parallèle à 1h30 le temps de la pause déjeuner quotidien. Évidemment, ces deux mesures devront être entérinées avant mai 2012 pour rentrer en vigueur à la rentrée 2013 comme l'espère Luc Chatel. Le comité de pilotage qui a fourni ce rapport de 35 pages fait aussi dix propositions

pour améliorer la vie des enfants et des adolescents dans les écoles et les collèges. Au programme, des journées plus longues mais avec moins d'heures de cours et le retour du samedi ou du mercredi. Tout ceci donnera lieu à une consultation des partenaires de l'école (syndicats, associations de parents, représentants des collectivités et professionnels des secteurs économiques concernés). Bref une concertation de plus après un an de pseudo-concertation. De quoi agacer toutes celles et tous ceux qui ont d'autres projets pour l'école, et qui ne manqueront pas de faire entendre leur voix pour rappeler au gouvernement qu'ils veulent encore se battre.

Dix ans après Gênes, même violence de l'État contre No TAV.

Le 3 juillet, 70 000 Val Susins dont 23 maires, plus des milliers d'étudiants, travailleurs, venus en solidarité, se sont retrouvés devant le

chantier du TAV (treno alta velocità) Lyon-Turin pour l'encercler. En face, plus de 2 500 policiers, des hélicoptères, des blindés. Une fois arrivés devant le chantier, la répression se déchaîne : grilles défoncées avec les pelles mécaniques des chantiers pour mieux pouvoir utiliser les jets d'eau, gaz lacrymogène CS (interdit) tiré à hauteur d'homme, attaque de manifestants (dont des personnes âgées et des enfants en poussette) immobiles et sans protection. Plus tard, la police fait le tour des hôpitaux pour arrêter les manifestants. Comme lors du G8 de Gênes en 2001, la répression a été organisée par un ministre de l'Intérieur de droite mais soutenu par le maire de gauche de Turin. Tous deux justifient la violence de la police, accusent les manifestants, et annoncent que la TAV continuera. « Ils ne peuvent pas accepter que toute une population, des jeunes aux vieux, ait décidé de résister, comme dans le monde

entier » déclarent les comités No TAV. Comme à Gênes, on ne peut pas se permettre de montrer une telle résistance, déterminée et victorieuse, il vaut mieux attaquer. Et comme après Gênes, tout est fait pour diviser le mouvement. La presse est unanime : manifestants pacifiques contre hordes de black boots venus de l'étranger pour « provoquer une victime ». Mais la résistance ne cède ni à la violence ni au chantage et ne se laisse pas diviser : « Solidarité totale avec tous les arrêtés. » La tente d'où vient cette déclaration est la première de la nouvelle occupation permanente des comités. Le message est clair : « Assumer nos responsabilités, maintenant, ça signifie continuer. » C'est aussi une responsabilité pour le reste du mouvement, qui ne doit pas laisser les Val Susins isolés. « Ils savent que faire céder le Val de Susse, c'est soumettre toute l'Italie ».

Menteuse ! Dominique Strauss-Kahn s'en sort bien. Après les révélations du *New York Times* faisant état d'une communication avec un détenu et de divers transferts d'argent sur le compte de Nafissatou Diallo, les déclarations compatissantes à l'égard du pauvre DSK pleuvent ! On ne peut qu'assister à la relégation au second plan des sept chefs d'inculpation notifiés qui semblent déjà être un lointain souvenir, l'actualité tournant davantage à l'ultime question : DSK reviendra-t-il sur la scène politique française ? Certes, il ne semble pas y avoir de limite à l'indécence quand on constate que la réalité des faits à l'égard de Nafissatou Diallo a disparu des déclarations des personnalités politiques et des médias. Les mensonges ou omissions de cette jeune femme invalident-ils les chefs d'inculpation pour tentative de viol et d'agression sexuelle ? Avec de tels discours, on ne fait que mépriser les droits des femmes en banalisant les violences sexuelles trop souvent subies. Le signal envoyé n'honore pas celles et ceux qui minimisent ou méprisent de tels actes.

Relaxe pour Gérard Filoche

Après sept années de procédures, Gérard Filoche devait passer en première audience mercredi 6 juillet devant la 31^e chambre correctionnelle de Paris. Il est poursuivi pour délit d'entrave au fonctionnement du comité d'entreprise de la société Guinot. En fait, dans l'exercice de ses fonctions, Gérard s'est battu pour empêcher le licenciement d'une salariée de retour de congé de maternité. La procédure est engagée à l'initiative du directeur du travail, J.-D. Combrexelle, acteur essentiel de la réécriture du code du Travail et ami de Gautier-Sauvagnac, l'homme de la caisse noire de la fédération patronale de la métallurgie (UIMM). Il s'agit d'indiquer les limites de leur action aux inspecteurEs du travail et de pénaliser fortement et financièrement un de ceux qui dénoncent le plus fermement la complaisance du ministère du Travail et de la justice à l'égard des patrons.

L'accessibilité des personnes handicapées remise en cause par l'UMP.

Une proposition de loi, votée par la majorité de droite au Parlement le 28 juin, remet en cause,

au détour de deux amendements, l'obligation qui figure dans la « loi handicap » de février 2005 de rendre accessibles les logements neufs à 100% aux personnes souffrant d'un handicap. En « cas d'impossibilité technique due à l'implantation du bâtiment » ou de « l'activité qu'il accueille », des dérogations seront maintenant possibles. Les promoteurs immobiliers vont se précipiter sur ces amendements pour justifier que leurs immeubles d'habitation, leurs hôtels, leurs cinémas ou leurs écoles doivent bénéficier d'une dérogation. On se demande bien quelles sont ces impossibilités techniques à rendre accessible un bâtiment neuf ! Leur impossibilité c'est d'accepter de diminuer leurs profits. C'est toujours la même chose, comme pour le Grenelle de l'environnement, comme pour les gaz de schiste, une loi est votée avec de grands principes et de beaux discours de Sarkozy, et quelque temps plus tard, des amendements, émanant des lobbies capitalistes divers, sont enfouis dans une autre loi et permettent d'en annuler discrètement et complètement les effets, lorsque ceux-ci vont dans le sens de l'intérêt public. Cette fois, ce sont les personnes handicapées, qui pâtissent de l'inconstance de la majorité.

Mobilisation des Lejaby.

Fin juin, les ouvrières de Lejaby à Yssingaux (Haute-Loire) sont entrées en conflit. À la suite de négociations salariales et de propositions d'augmentation qu'elles jugent trop faibles, elles ont entamé un mouvement de grève. L'intersyndicale, qui regroupe CGT, FO, CFTD et CGC, demandait 190 euros brut pour toutes (soit 1,25 euro de l'heure). Les propositions de la direction sont de diviser les salaires en tranches : de 1 377 à 1 900 euros, une augmentation de 30 euros brut (+2,18%), de 1 901 à 2 500 euros, 25 euros (+1,32%) et de 2 501 à 3 500, 20 euros (+0,57%). Les ouvrières ont quand même décidé de reprendre le travail. Il y a presque un an, les ouvrières de Lejaby, fabricant de lingerie féminine, avaient occupé le siège de leur entreprise pendant presque quinze jours à Rillieux-la-Pape, près de Lyon, contre le licenciement de 197 d'entre elles (à Bourg-en-Bresse, Bellegarde, Duteil) pour délocalisation alors que l'entreprise continuait de faire des profits. Elles n'avaient pas réussi à garder leurs emplois mais avaient obtenu 15 000 euros brut de prime ainsi que 600 euros par année d'ancienneté pour les cinq premières années et 500 pour les suivantes. Quelque temps après, le tribunal de grande instance a rendu un jugement qui leur a redonné espoir en annulant la procédure. Finalement, les ouvrières ont reçu leur lettre de licenciement et les machines ont été démontées. Cette nouvelle lutte montre que les ouvrières de Lejaby, bien que certaines d'entre elles aient finalement été licenciées, ne perdent pas espoir et continuent de se battre pour leur dignité.

SUR LES ROUTES Priorité... aux parrainages

Avoir un candidat ne suffit pas à un parti pour être présent aux élections présidentielles. Il faut pour cela déposer au minimum 500 parrainages au Conseil constitutionnel avant le 16 mars 2012.

La priorité des militantEs du NPA est donc simple : arpenter les routes pour débusquer auprès des quelque 36 000 maires et quelques autres milliers d'élus un maximum de parrainages pour Philippe Poutou. Cette règle antidémocratique est une véritable barrière pour notre organisation, comme pour tous les petits partis, et réclame un investissement militant conséquent. Pour être certain d'être présent, au moins 1 000 pré-parrainages sont nécessaires au NPA, à obtenir avant février.

En effet, ces derniers ne se transformeront pas automatiquement en parrainages lorsque les formulaires officiels arriveront le 24 février 2012 pour être remis avant le 16 mars.

Le défi auquel nous sommes confrontés est tout à fait à notre portée. Le NPA compte plus de militantEs et est plus implanté sur le territoire que l'était, par exemple la LCR en 2002 et 2007. Il est donc impossible de ne pas réussir !

De nombreux camarades, sur les routes depuis la conférence nationale, décrochent déjà des signatures. Le début des vacances scolaires permet un effort accru du NPA et de ses sympathisantEs pour commencer cette grande aventure.

Il ne s'agit évidemment pas pour nous de convaincre ces nombreux éluEs politiquement mais de leur demander de nous aider à être présents dans la campagne de la présidentielle. C'est un geste démocratique pour qu'un courant politique reconnu, présent à la plupart des échéances électorales, puisse participer au débat politique que sont les élections en France.

C'est aussi pour nous une expérience militante riche, assez unique qui permet de découvrir un univers que bon nombre de camarades citoyens ignorent. La France rurale a été la première touchée par les fermetures de services publics comme les hôpitaux, maternités, écoles, etc.

La plupart des éluEs que nous rencontrerons sont bien loin des caciques de la politique. Maires de villages et communes de moins de 2 000 habitants, non professionnels de la politique, de milieux et professions très divers, une autre réalité militante.

Lire la presse locale, s'informer de l'actualité sociale et politique des départements que l'on ne connaît pas forcément peut être d'une grande aide dans les échanges en plus de l'intérêt politique que cela représente. Des premières remontées, il semblerait que la crainte d'un nouveau 21 avril soit la première difficulté rencontrée. Bien sûr, la candidature d'Olivier Besancenot en 2002 ne porte pas la moindre responsabilité dans l'échec de Jospin absent du second tour. Les cinq candidats du gouvernement de la gauche plurielle et la déception quant au bilan politique de ce dernier étaient les seuls responsables de la présence de Le Pen au 2^e tour. La candidature de Philippe Poutou s'inscrit dans notre combat quotidien contre l'extrême droite que nourrit le populisme de Sarkozy. Elle est une réponse à leur démagogie.

La question de l'unité, de la multiplication des candidatures, du pourquoi nous ne sommes pas avec Mélenchon ou Nathalie Arthaud fera très certainement partie des discussions que nous aurons avec les maires. Le NPA déplore qu'il ne soit pas possible d'avoir une candidature qui rassemble toutes celles et ceux qui se battent aujourd'hui contre la crise et les attaques du gouvernement. Nous avons rencontré les autres forces politiques et tenté de nous mettre d'accord, mais les divergences sont là et nous voulons que notre programme politique puisse être défendu et débattu.

Notre longue marche pour les parrainages a commencé, chacune et chacun peut, doit y prendre sa place, dès aujourd'hui. Bonne route et bonne chance. La seule hypothèse à retenir, c'est notre réussite.

Tout est à nous ! Même les signatures !

TOUT est à nous !
hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste
Rédaction : 01 48 70 42 27
Diffusion : 01 48 70 42 31
Administration : 01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex
Mail : redaction@npa2009.org
Numéro ISSN : 1969-8178
Commission paritaire : 0414 P 11508
Tirage : 6 500 exemplaires
Société éditrice : Nouvelle Société de presse,

d'audiovisuel et de communication (NSPAC)
SARL au capital de 3 500 euros (durée 60 ans)
Gérant et directeur de publication :
François Coustal
Impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 22
Fax : 01 48 59 23 28
mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®